

Attentats racistes et démagogie présidentielle

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

29 janvier - Dans la nuit du 18 au 19 décembre 1988, le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer était ravagé par un attentat raciste. Cet attentat avait été mis au point avec l'intention délibérée de tuer : les deux charges devaient exploser l'une après l'autre pour produire leurs sinistres effets. Un travailleur roumain de quarante-huit ans fut tué et douze travailleurs arabes blessés.

Face à de tels attentats, la classe

ouvrière doit hurler sa rage et manifester massivement sa détermination à défendre ses frères immigrés, c'est-à-dire à se défendre elle-même, contre les tueurs fascistes. Si les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats étaient prêts à lutter autrement qu'en paroles contre la terreur raciste, ils auraient cherché sur le champ à organiser, dans tout le pays, des manifestations ou des grèves de protestation massives, en mobilisant

notamment les gros bataillons ouvriers de la grande industrie.

L'attentat de Cagnes n'est pas un « acte isolé ». Il y a eu un attentat similaire (mais qui heureusement n'a pas fait de victimes) contre un foyer Sonacotra de Cannes, les manifestations du Front national pour le rétablissement de la peine de mort et contre les « grèves communistes », la campagne d'intimidation contre le film

Suite page 2



Gilbert Tourte/AP

Foyer de Cagnes : les bombes fascistes ont tout détruit.

Mobilisations internationales



Workers Hammer

Londres, 14 janvier - Plusieurs groupes de gauche iraniens se sont joints à la Spartacist League/Britain pour une manifestation de front unique devant l'ambassade d'Iran.

Halte aux exécutions en Iran !

23 janvier - La semaine dernière, dans une demi-douzaine de villes d'Europe, d'Australie et d'Amérique du Nord, l'appel « Halte aux exécutions en Iran ! » a résonné devant les bureaux du régime des mollahs iraniens. A Washington, New-York, Toronto, Melbourne, Londres, Hambourg, Milan, Paris et Lyon, des manifestants ont lancé un cri d'alarme face à la vague d'assassinats de prisonniers politiques de gauche et d'autres dissidents dans

Khomeiny. Ils répondaient à un appel, lancé par la tendance spartaciste internationale et le Partisan Defense Committee, pour une mobilisation d'urgence pour « crier son indignation devant ces crimes ignobles commis contre les opposants à la dictature des mollahs ! »

Dans sept pays, les sections de la TSI ont diffusé un appel, publié en anglais, en français, en allemand, en italien et en farsi (la langue dominante en Iran). Plusieurs organisations de gauche iraniennes ont participé à ces manifestations de protestation. Une telle campagne est d'une urgente nécessité : les informations disponibles indiquent que la dictature islamiste est résolue à exécuter tous les militants de gauche emprisonnés dans le pays avant le 12

février, dixième anniversaire de la prise du pouvoir par Khomeiny.

La vague actuelle d'exécutions a débuté en août dernier, le régime des mollahs cherchant à désamorcer une explosion sociale potentielle après la fin, sans vainqueur ni vaincu, de la guerre Iran-Irak qui aura coûté la vie à plus d'un million de personnes. Un article publié dans le *Guardian* de Londres du 13 janvier, et intitulé « Les exécutions politiques dépassent toute limite », soulignait la nécessité d'actions de protestation les plus larges et les plus puissantes. Après avoir fait état de l'exécution de milliers de personnes, le *Guardian* ajoutait : « [...] il est difficile d'échapper à l'impression que les *ayatollahs*, avec ces exécutions et la guerre d'attrition contre l'Irak qui

vient de se terminer, se sont engagés dans la décimation d'une génération entière, et qu'ils sont apparemment déterminés à achever ce qui aurait pu être - si elle avait survécu - la crème de l'intelligentsia de demain. »

Parmi les victimes figurent des partisans des populistes islamiques des Moudjahidins, du parti Toudeh pro-Moscou, des Fedayins (Majorité), des Fedayins (Minorité), de l'Organisation des ouvriers révolutionnaires (Rahe Kargar), et de militants appartenant à la minorité kurde opprimée. Le *Guardian* notait que « la plupart des personnes qui sont mortes étaient des activistes et des sympathisants de gauche ». Parmi les exécutés figurent aussi des femmes et des membres des

Suite page 6

M 2651 - 90 - 5,00 F



3792651005004 00900

Racisme...

Suite de la page 1

La dernière tentative du Christ, l'agression contre la cantatrice Hélène Delavaux pour avoir interprété des chants révolutionnaires et une manifestation à la mémoire de Louis XVI le 21 janvier. Les fascistes n'ont pas disparu parce qu'ils n'ont plus de députés au Parlement et que la bourgeoisie les a priés provisoirement de quitter la scène du Guignol politicien. Un sondage publié par le Monde du 6 janvier, et censé prouver que Le Pen est « voué à la marginalité », révélait que 24 % des Français se déclarent d'accord avec ses positions sur les immigrés.

Il faut faire tâter à cette racaille la puissance de la classe ouvrière organisée ! Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent !

Mais la seule « riposte » à l'attentat fasciste de Cagnes a été, le 21 décembre dernier, une manifestation, dans cette ville, de quelques centaines de

président de la République. Lors de ses vœux de Nouvel An, Mitterrand a exprimé le souhait « que soient révisées sans tarder plusieurs dispositions législatives applicables aux immigrés qui ne me paraissent ni équitables ni justifiées. Ce sera notre réponse aux actes criminels qui ont marqué ces derniers temps un certain réveil du racisme » (l'Humanité, 2 janvier). Un certain réveil du racisme ! Quel euphémisme !

Traduit dans la langue des simples mortels, le verbe tombant de l'Olympe élyséen annonçait une « révision » de la loi Pasqua - en fait, un toilettage qui en gommerait les incohérences les plus absurdes sans la modifier quant au fond. Ainsi, le Monde du 6 janvier énonçait les mesures envisagées en particulier : la reconduction aux frontières redeviendrait une sanction pénale, l'entrée et le séjour dits « irréguliers » resteraient passibles de prison. Vraiment pas de quoi voir là « un pas dans la bonne direction », comme l'écrit l'éditorialiste de l'Humanité du 3 janvier.

La loi Pasqua est évidemment une

et la bourgeoisie « centriste » dans le « consensus » antiouvrier. Le « programme maximum » de tous ces charlatans (nous mettrons à part les économistes de Lutte ouvrière qui se fichent du tiers comme du quart de la lutte contre l'oppression raciste) s'arrête au droit de vote pour les immigrés... aux élections municipales de 1995 (au plus tôt). C'est en effet tout ce que propose la pétition « 89 pour l'égalité » de SOS-Racisme, soutenue avec enthousiasme par la LCR ; quant à la pétition concurrente du PCF, « SOS pour l'égalité des droits », elle « surenchérit » en demandant... le droit de vote dès mars 1989. A part cette différence, à part la proposition d'abrogation de la loi Pasqua et le choix de l'« insertion » ou de l'« intégration » des immigrés (pour la première pétition), ces deux textes présentent la particularité d'être mot pour mot quasi identiques.

LA CITOYENNETE, CE N'EST PAS QUE LE DROIT DE VOTE !

Tous ces gens se proclament fièrement « révolutionnaires » et « marxistes » (excusez du peu), alors même que leurs revendications « démocratiques » sont moins avancées que les mesures prises il y a deux siècles par les révolutionnaires bourgeois ! L'article 4 de la Constitution de l'An I (1793), en effet, proclamait : « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; - tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année - y vit de son travail - ou acquiert une propriété - ou épouse une Française - ou adopte un enfant - ou nourrit un vieillard ; - tout étranger enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité - est admis à l'exercice des Droits de citoyen français. »

Voilà le langage hardi du démocratisme conséquent ! (A la réserve près qu'à l'époque les femmes, toutes les femmes, en étaient exclues.) Pourquoi le PCF, la LCR et tous les « anti-racistes » accrochés aux basques du PS refusent-ils en 1989 d'exiger les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille ? Estiment-ils donc, comme leur président-candidat en avril dernier, que « l'état de nos mœurs » ne « permette pas » d'accorder aux immigrés même le droit de vote ?

Par Mitterrand et PS interposés, les charlatans du « marxisme » suivent en fait la bourgeoisie dans son reniement de l'héritage démocratique d'une Révolution française dont ils s'approprient à « célébrer » avec elle le bicentenaire. Cet héritage progressiste, c'est le prolétariat de ce pays qui doit aujourd'hui le revendiquer, comme l'avait fait en 1871 la Commune de Paris. Le premier gouvernement ouvrier de l'Histoire avait décrété les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille. Et cela ne se réduisait pas à la simple action de voter, mais aussi de prendre des responsabilités dans l'appareil d'Etat à tous les niveaux : les Polonais Wroblewski et Dombrowsky, par exemple, seront généraux, le Hongrois Frankel délégué au travail et à l'industrie.

Aujourd'hui, la classe ouvrière de France doit à nouveau inscrire cette revendication de simple justice sur son drapeau. Il ne s'agit pas d'exiger des « immigrés » (souvent installés dans ce pays depuis des dizaines d'années) la preuve qu'ils sont « intégrés » à une France impérialiste dont le drapeau n'est plus celui de la libération des peuples mais celui de l'écrasement de la Commune, du chauvinisme impérialiste et des sales guerres coloniales. Il s'agit au contraire d'exiger que tous les travailleurs qui créent les richesses de ce pays y jouissent des mêmes droits. Il s'agit de mener une lutte impitoyable contre toute forme de ségrégation ra-

Dernière heure

29 janvier - Jeudi dernier, la police de Nice arrêta six terroristes fascistes qui reconnaissent immédiatement être les auteurs des attentats à la bombe contre les foyers Sonacotra de Cagnes-sur-Mer et du Cannet. Ces nervis revendiquaient en outre trois autres attentats à la bombe ou au cocktail Molotov : contre le local du PCF de Cannes le 5 mai 1985, contre un conseiller municipal communiste et contre l'Union locale CGT de Cannes le 2 janvier 1987. Comme d'habitude avec ce genre de racaille, haine raciste et haine anticommuniste vont de pair. Comme d'habitude, les fascistes ont utilisé leurs crimes anti-immigrés pour faire en même temps des provocations antisémites, en les revendiquant dans des communiqués au nom de groupes sionistes réels ou imaginaires. Et bien sûr, les tueurs appartiennent aux réseaux de terroristes fascistes dont « France et sa police » et le « Parti nationaliste français et européen » qui grouillent à l'abri de l'enseigne semi-« respectable » du Front national, auquel un membre de la bande au moins était inscrit.

cial dans le travail, le logement, la santé, l'école, etc. Ceci ne peut en aucun cas se réduire au simple « droit » d'élire le maire et les conseillers municipaux, comme le fait l'appel « 89 pour l'égalité des droits ». UN DROIT NE SE MENDIE PAS, IL S'ARRACHE !

LES « IMMIGRES » FONT PARTIE INTEGRANTE DE LA CLASSE OUVRIERE DE FRANCE

Que ce soit dans la lutte contre la bourgeoisie ou contre ses nervis fascistes, la classe ouvrière de ce pays ne pourra jamais exprimer toute sa puissance sans sa composante « immigrée », intégrée dans les secteurs stratégiques de la grande industrie. C'est pourquoi la lutte contre le poison des divisions racistes est aussi une lutte vitale pour l'unité même du prolétariat de ce pays. Historiquement, l'intégration des vagues successives de travailleurs immigrés (Polonais, Espagnols, Italiens, etc.) s'est effectuée par le canal du mouvement ouvrier. Aujourd'hui le PCF, propagandiste ardent du mot d'ordre chauvin de « Produisons français » ne peut plus jouer ce rôle.

Pour réussir là où la Commune avait échoué, pour arracher le pouvoir des mains d'une bourgeoisie qui précipite la société entière vers la ruine, bref pour redevenir enfin le digne héritier de 1871, le prolétariat français a besoin d'un nouveau parti, d'un authentique parti léniniste-trotskyiste d'avant-garde. ■

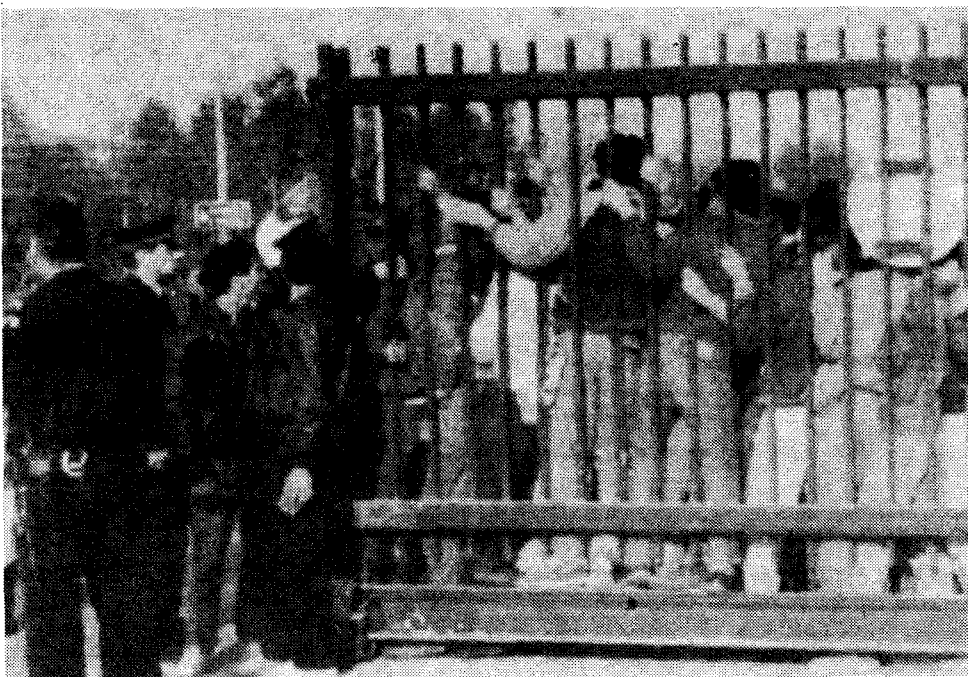
LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Antoine Clavez, Marc Delvaux, Emile Fabrol, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Jean Thimbault.
REALISATION : Ian Donnelly.
DIFFUSION : Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchevik, B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Gaspard-Monge
55, rue du Fossé-Blanc
92230 Gennevilliers
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.



AFP

Des centaines de « sans papiers » se sont massés devant la préfecture de Nice après les déclarations trompeuses de Mitterrand.

personnes, à l'appel du PCF, de la CGT, du MRAP et de SOS-Racisme et à Paris, le 22, un rassemblement passé inaperçu. Ce qu'il faut bien appeler la scandaleuse passivité des directions ouvrières n'est que l'expression de leur confiance réformiste dans la police et la « justice » bourgeoises. Immédiatement après l'attentat, le PCF demandait ainsi « que les foyers Sonacotra des Alpes-Maritimes, soient mis sous haute surveillance par les pouvoirs publics, pour assurer toute la sécurité que cela impose » (l'Humanité, 20 décembre 1988).

DANS LE CADRE ETROIT IMPOSE PAR LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Tout immigré sensé sait que la seule chose que les habitants des foyers peuvent attendre d'une telle mise sous « haute surveillance » policière sera la multiplication des vexations et des exactions racistes de la part des flics eux-mêmes. Contrairement à ce que Harlem Désir et Marchais cherchent à faire croire, aucune « pression », aucune « réforme » ne transformera jamais la flicaille raciste de ce pays en « police démocratique » qui respecterait tout à coup les immigrés. Des « mesures » comme la création par le gouvernement Rocard d'une « cellule de coordination de la lutte contre la violence raciste » ne servent qu'à amuser la galerie pour tenter de faire oublier que les flics figurent en bonne place parmi les auteurs de la violence et des crimes racistes qui se succèdent depuis des années avec une horrible régularité. Flics, hors des quartiers immigrés !

Mais la palme de l'hypocrisie « antiraciste » revient sans conteste au

loi raciste dont il faut exiger l'abrogation immédiate. Mais la gauche et l'« extrême gauche » pro-Mitterrand ont pris l'habitude de concentrer leur tir « antiraciste » sur cette seule loi pour mieux faire oublier qu'elle ne faisait que prolonger et aggraver les mesures racistes décrétées par les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman puis Mitterrand-Fabius, qu'elle s'est ajoutée par exemple aux décrets Dufoix, comme les charters Pasqua avaient succédé aux charters Joxe. Et le règne de « Mitterrand II » y ajoute déjà les discriminations racistes dans l'octroi de cette aumône qu'est le revenu minimal d'insertion (RMI). Et SOS-Racisme, ce relai du PS et prétendu grand champion de l'antiracisme et de la défense des droits de l'immigré, se prononce en matière de logement pour une forme à peine voilée de « seuil de tolérance ». Il faudrait tendre, d'après l'organisation de Harlem Désir, « de manière systématique, à une répartition équilibrée des familles au sein de chaque cité, à un mélange harmonieux, entre populations d'origines différentes » (le Monde, 10 janvier). Le propre des opportunistes est toujours d'avoir la mémoire courte, et le PCF comme la LCR doivent aujourd'hui aider Mitterrand et le PS à se refaire une virginité « antiraciste » pour mieux justifier le soutien qu'ils continuent à lui apporter, aux élections comme au Parlement.

Il n'est pas étonnant de voir ces nostalgiques de la « victoire du 10 mai », qui appellent aujourd'hui de leurs vœux une nouvelle « union de la gauche »-front populaire, limiter soigneusement leur défense des droits démocratiques des immigrés au cadre étriqué défini par la social-démocratie

IX^e congrès de la LCR

« Liquido ergo sum »

Nous reproduisons ci-dessous un tract de la LTF distribué aux congressistes de la LCR réunis pour leur IX^e congrès des 19-22 janvier. Bien que profondément divisée, cette organisation a réussi encore une fois à sortir de son chapeau une direction de compromis. Mais si on comprend les explications d'Alain Krivine à sa conférence de presse de fin de congrès, les trois composantes minoritaires qui se sont alliées ne sont d'accord que sur une seule chose, « garder le cap », sans tirer de bilan de la catastrophe Juquin. Mais ce que propose cette nouvelle « direction », c'est d'élargir le champ de liquidation au niveau européen ! La LCR envisage en effet un bloc aux élections européennes avec les Verts de RFA, les réformistes parlementaristes roses-verts de Democrazia proletaria en Italie, les nationalistes basques d'Herri Batasuna en Espagne, etc. La LCR se maintient sur la devise que nous avons concoctée pour elle : « liquido ergo sum » ! Tant il est vrai que pour continuer à se liquider, il faut bien exister.

* * *

Décidément, en politique révolutionnaire, le crime ne paie pas. La LCR en fait à nouveau l'amère et douloureuse expérience. Pendant qu'aux assises [des comités Juquin] de décembre la « grosse occase » des années 80 que devait être l'opération Juquin tournait en humiliante Bérézina, la bureaucratie anti-communiste Maire-Kaspar lançait une scandaleuse chasse aux sorcières balayant comme un fétu plusieurs longues années d'implantation, pourtant loyale, dans des secteurs de l'appareil cédétiste - le fleuron du « travail ouvrier » de la LCR. Le tout sur fond de puissantes grèves, à la direction desquelles (comme dans la santé) des militants de la LCR se sont retrouvés, mais des grèves qui s'affrontaient au gouvernement antiouvrier de Mitterrand que leur organisation avait tout fait pour hisser au pouvoir...

A l'heure de son IX^e congrès, le bilan a tout l'air d'une catastrophe, et sans les moyens de la conjurer. Des militants (et notamment des cadres ouvriers expérimentés) déboussolés et démoralisés. Plusieurs dizaines d'autres abandonnés sur le terrain à Juquin, quand ce n'est pas directement à Mitterrand. Une organisation au bord de l'éclatement. Et une direction sortante, divisée, qui, pour se sauver du naufrage, propose de... « garder le cap » !

LE FIASCO JUQUIN

Comme nous l'écrivions juste avant le VIII^e congrès de la LCR qui planifia sa liquidation dans les juquinistes, « en guise de "parti révolutionnaire d'action" annoncé par la LCR, une organisation sous la houlette de ces couards réformistes [les Juquin et Rigout], pressés aujourd'hui de balayer la moindre référence à Moscou pour pouvoir se vautrer plus facilement dans la mangeoire de l'impérialisme, ne serait qu'un parti social-démocrate. La "grosse occase" que Krivine, Michaloux et Lequenne mitonnent à leurs militants, c'est la capitulation directe devant leur propre bourgeoisie [...]. Krivine et Mandel ont depuis quelques années fait avaler à leurs militants des choses aussi répugnantes que Khomeiny, Walesa ou



Le Bolchévik



Le Bolchévik

Ci-dessus Juquin et Krivine. Ci-dessous le liquidateur Pablo (à droite) avec son successeur Mandel.

Mitterrand. La liquidation envisagée aujourd'hui dans les « rénovateurs » est un tournant tel qu'il pourrait faire s'insurger des militants qui vomissent à l'idée d'avalier Juquin » (Le Bolchévik n° 72, avril 1987). Non seulement l'opération Juquin a provoqué des oppositions dans la LCR, mais elle a capoté lamentablement.

Avec son bide électoral, Juquin a été incapable d'attirer les « reconstruc-teurs » du PCF et même a perdu le gros des « rénovateurs », satellisés de plus en plus par le PS. (Ce n'était d'ailleurs pas inéluctable dans son ensemble, mais la LCR, agenouillée devant sa nouvelle idole, a refusé d'intervenir dans la crise du PCF sur la base du

programme trotskyste afin de polariser et dégager les militants/fractions potentiellement révolutionnaires.) Ne reste autour de Juquin que le magma « alternatif » des zombies du PSU et autres FGA sortis, un temps, de leur néant politique pour cracher leur venin contre les « sectaires léninistes... » de la LCR ! Cruelle ironie de l'Histoire !

LA DEVISE DU PABLISME : « LIQUIDO ERGO SUM »

En réalité, du début à la fin, la direction de la LCR a traîné dans la boue les principes du léninisme, principes selon lesquels le parti révolutionnaire ne peut se construire, au moyen de

scissions et de regroupements, que sur les fondations de granit du programme de la révolution socialiste. La fraction de la LCR regroupée autour du texte « Redonner un sens à la construction de la LCR » met le doigt sur une question clé quand elle critique les dirigeants de la LCR qui « présentent une vision qui n'est pas dégagée du lourd héritage entriste et des déviations "pablistes" concomitantes à celui-ci ». L'opération Juquin n'est effectivement qu'une des expressions les plus crues du pablisme. Il y a continuité, par exemple, entre un Krivine déclarant en 1987 à l'attention des juquinistes « ne pas aimer le mot trotskysme » et un Mandel déclarant, en 1976, être prêt à se défaire « dans les 24 heures » de son « étiquette » trotskyste pour gagner les faveurs des sociaux-démocrates du PSU - autre fiasco mémorable !

En 1951-53, Pablo et Mandel liquidèrent la Quatrième Internationale de Trotsky, destruction marquée par l'immersion, connue sous l'expression d'« entrisme sui generis », dans les partis réformistes de masse. (Notre organisation internationale, la tendance spartaciste internationale, est issue du courant qui s'est opposé à cette liquidation.) Depuis, le SU, toujours dans le but de faire l'économie d'un combat acharné pour son programme formel (le Programme de transition), a systématiquement recherché des forces susceptibles de faire office de parti révolutionnaire : étudiants, nationalistes petits-bourgeois, stalinien à la mode Castro, « nouvelles avant-gardes », féministes, Piaget, PSU, etc. Pour justifier cette interminable quête de raccourcis, on évoquera la « réalité objective » ou la miraculeuse « dynamique ». Bensaïd découvrira que « l'Histoire nous mord la nuque ». (Espérons que le même Bensaïd passera aussi à la postérité du révisionnisme pour sa récente déclaration dans les Cahiers du féminisme : « Il ne faut rien laisser à Le Pen. Pas même... Pas même ? Surtout pas, moins que tout, Jeanne d'Arc » !! Une envolée à faire pâlir d'envie un Marchais !)

La piteuse « affaire Juquin » est au centre des débats du IX^e congrès. Les militants de la LCR qui veulent en tirer jusqu'au bout le bilan se doivent de comprendre que la capitulation à ce peu reluisant bureaucrate social-démocrate

Suite page 4

Le Bolchévik



Manifestation de la LTF à Sotteville-lès-Rouen durant la campagne pour les législatives de juin 1988.

Votez bolchévique !

Pour un gouvernement ouvrier !



Votez Gilles Cazin !

Candidat de la Ligue trotskyste dans la 4^e circonscription de la Seine-Maritime

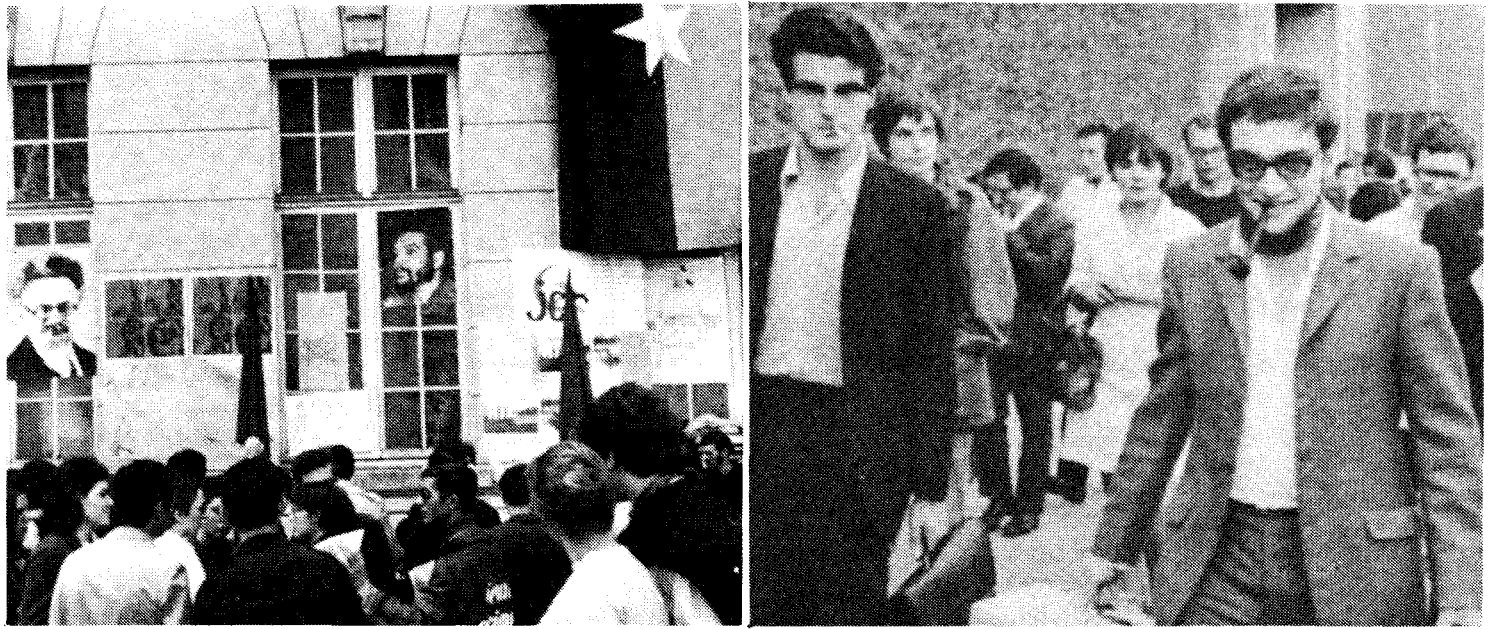
LCR...

Suite de la page 3

prend ses racines dans le pablisme et aussi qu'elle a été préparée par environ quinze ans de racolage au profit de l'Union de la gauche-front populaire, au nom de la sacro-sainte « unité ». Politique suicidaire pour le prolétariat à laquelle la « majorité », ainsi que la soi-disant « opposition orthodoxe » mattiste, reste désespérément accrochée (même après huit ans de Mitterrand !), appelant de ses vœux un gouvernement formé et s'appuyant sur la majorité de « gauche » au parlement bourgeois – la même majorité qui y cautionne la politique antiouvrière de Rocard !

LE FRONT POPULAIRE, CRITERE POUR DISTINGUER LE BOLCHEVISME DU MENCHEVISME

Le tournant décisif vers le soutien à la collaboration de classes remonte à 1972/73 quand, amorçant une rupture avec son suivisme à la jeunesse radicalisée, principalement étudiante, pour suivre l'Union de la gauche naissante, elle décida de voter dans les législatives de 73 pour tous ses candidats, radicaux de gauche bourgeois compris. Contre cette capitulation, se cristalliseront dans la LCR, pour son premier



Elie Kagan

AFP

1968 — A gauche, le stand de la JCR à la Sorbonne en mai. A droite, Krivine sortant de la Santé en septembre. L'époque du suivisme de la jeunesse radicalisée.

l'auto-développement linéaire style LO, nous opposons la conception léniniste du regroupement, sur les bases clairement et fermement délimitées du programme communiste, avec des militants et cadres révolutionnaires venus de diverses organisations réformistes ou centristes. Et nous avons essayé d'intervenir, à chaque moment crucial, pour

à gauche développées sur le Nicaragua par les partisans de Lambert et Moreno, pour que, comme nous les en avions exhortés alors, « ils évitent les menottes lambertistes et qu'ils cherchent à généraliser les impulsions de gauche qui les ont amenés à rompre avec la LCR sur le Nicaragua » (le Bolchévik n° 15, janvier 1980). Pour ce faire, nous avons avancé, comme base principale pour un regroupement révolutionnaire, une déclaration en neuf points des trotskystes exclus ou démissionnaires du SU, centrée sur la lutte contre le front populisme, pour une défense révolutionnaire de l'URSS, pour la renaissance d'une Quatrième Internationale démocratiquement centralisée (cf. le Bolchévik n° 15). Cette déclaration reste d'actualité.

Pendant ces dernières années, la LCR n'a plus vécu qu'au rythme des élections, transformant ses militants en rabatteurs électoraux du social-démocrate antisoviétique Mitterrand. Le 10 mai 81 a enfoncé encore plus la LCR dans sa dérive parlementariste vers la social-démocratie (Krivine se proclamait alors « troisième composante ouvrière de la majorité » !) Devant les cris de victoire obscènes poussés par sa direction après l'instauration du gouvernement bourgeois de « gauche », le camarade Cazin (Demos dans la LCR), ouvrier à Renault-Cléon, publiait un texte interne, « Non la victoire de Mitterrand n'est pas une "première victoire" pour la classe ouvrière » (reproduit dans notre brochure *La Guerre froide pousse la LCR et le SU dans la social-démocratie*). Il répondit notamment à ceux qui veulent « pousser à gauche » un front populaire : « Tromper, démoraliser et défaire la classe ouvrière, voilà le but du front populaire. Dans ces conditions, lui donner "crédibilité" et "efficacité" c'est aider les réformistes à tromper, démoraliser et défaire la classe ouvrière. Demain, si

les ouvriers entrent en lutte à Cléon et s'opposent à Mitterrand, ils se tourneront vers nous, nous accusant de leur avoir caché la vérité, d'avoir entretenu des illusions sur Mitterrand et d'être responsables d'avoir mis en place un gouvernement bourgeois [...]. Les travailleurs les plus conscients de Renault se détourneront de la LCR. » Et il poursuivait en traçant l'alternative prolétarienne sur laquelle doivent se battre les révolutionnaires : « Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire reposant sur la classe ouvrière mobilisée et organisée dans ses propres structures de pouvoir pourra mener à bien ce programme [révolutionnaire]. »

DU FRONT POPULAIRE A L'ANTISOVETISME

Le processus de social-démocratisation de la LCR n'allait pas tarder à se concrétiser sur une autre question clé pour les trotskystes : la défense militaire de l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution interne, question posée à brûle-pourpoint en Afghanistan et en Pologne. Ce n'est pas un hasard si c'est en 1981 que le SU a rallié la revendication contre-révolutionnaire du retrait soviétique d'Afghanistan, qu'il condamnait jusque-là (néanmoins sans aller jusqu'à saluer, comme nous l'avons fait, l'intervention soviétique contre les réactionnaires islamistes soutenus par les impérialistes). Une revendication que, dans sa tentative utopique de se concilier durablement l'impérialisme, Gorbatchev est en train de satisfaire, ouvrant grandes les portes en Afghanistan à un bain de sang dont les premières victimes seront les femmes qui refusent le voile de l'oppression médiévale. Et sur la Pologne, capitulant totalement à l'hystérie antisoviétique déclenchée en France par son « camarade président », la LCR ira jusqu'à se retrouver dans la rue en même temps que les gaullistes et les fascistes, le lendemain du contre-coup d'Etat de Jaruzelski qui heureusement a stoppé la tentative contre-révolutionnaire de prise du pouvoir par les cléricaux-nationalistes pro-occidentaux de Solidarność. Un Rubicon était franchi.

Aucune opposition dans la LCR ne pourra prétendre être une alternative trotskyste à la direction, sans remise en cause radicale de la ligne suivie par le SU de capitulation à la guerre froide impérialiste, et sans ralliement au programme trotskyste de défense militaire de l'URSS et de révolution politique antibureaucratique.

RETOUR A LA VOIE DE TROTSKY !

Les mattistes, qui ont par ailleurs trempé dans l'« affaire Juquin », sont même une opposition de droite. Comme l'écrivait déjà en 1976 une scission de militants de la section Elbeuf/Renault-Cléon de la LCR qui avaient été

Suite page 11



1981 — Propagande de la LCR et propagande bolchévique.

congrès de 1974, la Tendence 4 qui réclamera un retour au Programme de transition et qui s'opposera aussi aux élucubrations mandéliennes sur les « nouvelles avant-gardes » et la tentative de regroupement opportuniste avec le PSU. Bien qu'essayant dans sa majorité de constituer une opposition de gauche, la T4 ne dépassera pas en fait les limites du centrisme, incapable de prendre position ni sur la nature et l'histoire du pablisme ni sur la question du vote pour les candidats du front populaire, et flirtant même avec la conception kautsko-lambertiste de la « stratégie de front unique ». Si l'essentiel de cette tendance, de par son incapacité à formuler une alternative trotskyste à la direction, finira par dériver à droite vers le lambertisme, un noyau de militants – qui avaient dirigé l'intervention de la LCR dans la grande grève des banques de 1974, trahie au nom de l'Union de la gauche – généralisera les positions gauches de la T4, notamment sur la construction du parti et l'opposition irréductible au front populaire. (Ils conclurent notamment que la condition *minimum* pour voter pour des partis ouvriers réformistes est qu'ils se présentent dans les élections indépendants de la bourgeoisie.) Se réappropriant le programme trotskyste, ils rejoindront finalement la tendance spartaciste internationale pour fonder la Ligue trotskyste.

Aux conceptions de soi-disant construction du parti révolutionnaire par la recherche pabliste de substituts ou par la politique social-démocrate du « front unique stragique » ou encore par

offrir une issue trotskyste aux militants de la LCR qui se veulent toujours des révolutionnaires. Notamment lors de la scission de 1979, qui a ravagé la LCR et le SU (réduisant à néant ses prétentions frauduleuses à être la Quatrième Internationale), et qui, même s'il y eut manœuvre politicienne du bloc Lambert-Moreno, a recouvert une authentique polarisation entre droite et gauche à la base. Nous nous sommes adressés aux membres sincèrement éçœurés par le liquidationnisme du SU à l'égard des nationalistes petits-bourgeois du FSLN et attirés par les positions formellement



Newsweek

Les étudiants de Solidarność sous la bannière du dictateur fascinant Pilsudski.

Massacres dans les prisons de Khomeiny

Les informations en provenance d'Iran indiquent qu'une nouvelle vague d'exécutions de prisonniers politiques de gauche est en cours dans les prisons de Khomeiny. On estime qu'entre mille et cinq mille personnes ont déjà été pendues ou sont tombées sous les balles des pelotons d'exécution et ont été jetées dans des fosses communes. Dans certaines villes de province, toutes les personnes emprisonnées auraient été massacrées. Pratiquement tous les dirigeants détenus du parti Toudeh pro-Moscou ont été exécutés, et des milliers de partisans des Moudjahidins du peuple, de l'Organisation des ouvriers révolutionnaires d'Iran (Rahe Kargar) et de la Minorité des Fedayins auraient été tués.

En août dernier, à la suite du cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak, le régime des ayatollahs de Téhéran a transformé les prisons en abattoirs et exterminé tous ceux en qui il voit des opposants politiques. De leur côté, les généraux au pouvoir en Irak ont lancé une campagne de « terre brûlée » contre le Kurdistan irakien, rasant les trois quarts des villages kurdes et provoquant l'exode de dizaines de milliers de Kurdes vers la Turquie dont l'armée mène, de son côté, une guerre brutale contre la guérilla kurde. En 1980, Khomeiny avait inauguré sa « révolution » islamique par le massacre de plus de dix mille Kurdes, et en août dernier il organisait dans le Kurdistan iranien la liquidation de milliers de soldats des moudjahidins alliés à l'Irak. En octobre dernier, nous écrivions : « Le "cessez-le-feu" négocié par l'ONU n'a peut-être pas mis fin à la guerre insensée entre l'Irak et l'Iran. Mais il a donné à ces deux régimes réactionnaires un répit pour concentrer leurs forces pour entreprendre ce qu'ils savent faire le mieux : massacrer les peuples qu'ils oppriment dans leur propre Etat » (le *Bolchévik* n° 87, octobre 1988).

Le mouvement ouvrier international doit de toute urgence crier son indignation contre les crimes innombrables perpétrés contre les opposants à la dictature des mollahs ! Le bain de sang en Iran fait partie intégrante des efforts de Téhéran pour « jeter des ponts » en direction des impérialistes occidentaux, qui voient d'un bon œil la disparition des militants de gauche iraniens. Des milliers de militants ont déjà été tués, et des milliers d'autres sont sur les listes des bourreaux. Ceux-là ont déjà été mis au secret ; toutes les visites des familles ont été supprimées. La gauche, le mouvement syndical et tous ceux qui défendent les droits démocratiques doivent se mobiliser, au niveau international, pour révéler au monde entier le gigantesque massacre en cours, et pour exiger l'arrêt immédiat des exécutions et la libération des victimes de la terreur de Khomeiny en Iran !

LES PELOTONS D'EXECUTION FAUCHENT LES MILITANTS DE GAUCHE

Bien que les tueries, qui auraient commencé en août dernier, aient été perpétrées en secret, l'ampleur et l'horreur du massacre sont maintenant évidentes à la lumière des multiples témoignages rassemblés par tous les groupes de gauche iraniens. Le 6 décembre, *l'Independent* de Londres écrivait que « le comité pour la défense du peuple iranien, basé en Grande-

Condamnés à mourir : le régime de Téhéran a décidé l'exécution de milliers de prisonniers.



Bretagne, a déclaré ce week-end qu'il y a des indices que plus de mille personnes ont été exécutées depuis la signature par l'Iran d'un cessez-le-feu avec l'Irak, en août ». Ces déclarations faisaient suite « aux affirmations des Moudjahidins, une organisation d'opposition, d'après lesquelles le bilan pourrait atteindre cinq mille morts ».

Le 13 décembre, un communiqué d'Amnesty International faisait état que cette organisation « a maintenant reçu plus de trois cents noms de prisonniers exécutés ces dernières semaines et ces derniers mois, et craint que le total réel pourrait se chiffrer en milliers. Nombre de victimes étaient des membres ou des sympathisants de l'OMPI [Moudjahidins] ; beaucoup d'autres étaient membres de groupes de gauche laïques comme Rahe Kargar, les fractions de l'Organisation des Fedayins du peuple, et le parti Toudeh [...]. Une grande partie des personnes exécutées étaient emprisonnées depuis plusieurs années, et avaient été torturées, certaines ayant subi des traitements similaires sous le régime du shah. » Parmi les exécutés, certains étaient détenus sans procès depuis des années, et d'autres avaient été condamnés pour avoir distribué des tracts et « perturbé l'ordre » au cours de rassemblements politiques en 1980-81.

Le 1^{er} décembre, le *Morning Star*, quotidien du Parti communiste britannique, titrait en première page : « L'Iran exécute la direction communiste. » Le *Morning Star* écrivait : « On sait qu'au moins quarante membres du parti Toudeh d'Iran ont été fusillés au cours des trois dernières semaines, ainsi que des dirigeants des Fedayins du peuple d'Iran (Majorité). » L'article ajoutait qu'« à Evin, la prison principale, il y a des rumeurs d'exécutions en masse, et même de dynamitage des prisonniers. » Parmi les exécutés se trouvaient quatre membres du bureau politique du Toudeh, dont Farajollah Mitani, le numéro deux du parti, Hossein Jodat, rédacteur en chef du journal du parti *Nameh Mardom*, et Ismaïl Zolqadr, ainsi que six membres du comité central et quelque trenté membres de l'organisation clandestine du parti.

Peu de temps auparavant, le 26 octobre, *Tudeh News* rapportait que des

prisonniers politiques, en particulier des membres du Toudeh et des partisans des Fedayins et des Moudjahidins, avaient été exécutés après « avoir enduré des années de tortures barbares ». D'après les familles des prisonniers, leurs corps martyrisés étaient enterrés dans des fosses communes, dont certaines étaient « si peu profondes que les chiens errants peuvent atteindre les corps et les déchiquer ». Le 25 novembre, le « comité central du parti Toudeh d'Iran » publiait une déclaration qui commençait par ces mots : « Nous demandons votre aide », et qui énumérait les noms des exécutés, dont Hassan Jalali, membre du bureau exécutif de l'Association des syndicats commerçants et ouvriers de Téhéran et de sa région, et plus d'une dizaine d'autres.

Le 30 novembre, le représentant en Europe de la majorité des Fedayins déclarait : « Un massacre de prisonniers politiques a eu lieu dans les prisons de Téhéran, Ispahan, Kerman, Khoram Abad, Guilan, Mazandaran, Hamandan, Gach Saran, Oromieh, Tabriz », et dans d'autres villes. « Trois cents prisonniers politiques ont été enterrés dans deux fosses communes dans le cimetière de Khaavaraan (à l'est de Téhéran) [...]. En plus des exécutions quotidiennes de groupes de prisonniers politiques à Evin, un grand nombre d'entre eux ont été assassinés lors d'une explosion délibérée et de la destruction d'un auditorium où ils avaient été rassemblés. »

Et le 21 septembre, une déclaration de l'Organisation au Kurdistan du Parti communiste d'Iran (Komala) dénonçait les exécutions en masse criminelles de la « République islamique » : « Ces dictateurs enturbannés cherchent à remporter des victoires dans les rues des villes et dans les cellules des prisons pour compenser leur défaite sur le front de la guerre Iran-Irak. Ils essaient désespérément de prolonger leur existence malaisante par la terreur et l'intimidation, en formant des pelotons d'exécution. »

A Moscou, *Literatournaïa Gazeta* publiait le 21 décembre un article sur le « Massacre en Iran », avec une interview de Bizhan Ekrami, exilé iranien qui parlait d'« un véritable génocide » qui tue « les meilleurs fils de l'Iran ». Ekrami était en possession d'une liste dactylographiée de cent quarante-sept

militants politiques, membres de l'intelligentsia et personnalités culturelles, et qui ne représentent qu'une petite partie des personnes tuées. « L'Iran est en deuil », déclarait-il.

Au milieu de ce règne de terreur, des manifestations de protestation ont eu lieu en Iran. Le 30 décembre, *Die Wahrheit*, l'organe du Parti de l'unité socialiste de Berlin-Ouest, reprenant une information communiquée par les Moudjahidins, écrivait que « de nombreux parents d'opposants exécutés ont fait mardi un sit-in devant le Ministère de la Justice à Téhéran pour protester contre les exécutions en masse en Iran ».

GUERRE ET REVOLUTION

En termes de nombre de victimes, le bain de sang en Iran soutient la comparaison avec les assassinats en masse qui ont suivi le coup d'Etat contre-révolutionnaire de Pinochet en 1973 au Chili. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un programme d'extermination calculé, destiné à désamorcer une explosion sociale au lendemain d'une longue guerre réactionnaire. D'après *l'Independent* de Londres, Rahe Kargar possède des informations qui indiquent que « les exécutions sont partie d'une politique concertée pour anéantir la gauche, de telle sorte qu'elle ne soit plus capable dans l'avenir d'exploiter le mécontentement populaire [...]. Il y aurait un plan en deux étapes pour examiner le cas de tous les prisonniers politiques avant le dixième anniversaire de la révolution, en février prochain. Dans la première phase, mille prisonniers non encore condamnés ont été jugés sommairement et condamnés à mort. Dans la deuxième phase, des prisonniers politiques condamnés à des peines de prison ont été jugés à nouveau, et exécutés s'ils ne se repentaient pas. »

Dès les débuts du régime théocratique des mollahs, tortures et exécutions ont été des pratiques courantes. Peu après que la prison d'Evin se fut vidée de milliers de prisonniers politiques rescapés des salles de torture de la police secrète du shah, la SAVAK, elle commençait à se remplir à nouveau des victimes de la dictature islamiste.

Suite page 7

Mobilisations...

Suite de la page 1

minorités religieuses, et même des mollahs « déloyaux ».

En appelant à une campagne internationale contre le massacre en train d'être perpétré en Iran, la TSI et le PDC cherchaient à réaliser une action de protestation de front unique réunissant différents groupes. Dans un tel front unique, chaque groupe peut présenter ses propres positions politiques, tout en faisant cause commune autour du mot d'ordre central : « Halte aux exécutions en Iran ! » Et il s'est avéré que plusieurs organisations de la gauche iranienne en exil, qui ont subi les dures conséquences d'un sectarisme fratricide, ont trouvé dans ces initiatives la première occasion de coopérer dans une action de protestation commune contre le bain de sang déclenché par le régime des ayatollahs.

HAMBOURG, RFA

Quelque cent personnes, dont un certain nombre d'exilés iraniens, se sont rassemblées le 11 janvier devant le consulat général de la République islamique d'Iran à Hambourg. Aux côtés de la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD), étaient présents le Parti communiste d'Iran (PCI)/Komala, Rahe Kargar, le comité central des cellules de la Minorité des Fedayins, et des sympathisants de l'organisation maintenant dissoute Peykar. Parmi les mots d'ordre du rassemblement : « Halte au programme de déportations de Zimmermann [le ministre de l'Intérieur] ! » « Asile politique pour les réfugiés fuyant la terreur réactionnaire » et « La déportation, c'est du meurtre ! » Un représentant de Komala prit la parole pour faire le lien entre la vague d'exécutions et la recherche par le régime islamiste de meilleures relations avec les puissances impérialistes occidentales, et en particulier avec la visite en Iran, en novembre dernier, du ministre des Affaires étrangères ouest-allemand Genscher : « Herr Genscher fait le voyage de Téhéran pour encourager les pendeurs. »

Un représentant de la TLD a insisté sur l'urgente nécessité d'actions de défense de front unique pour arrêter la main du bourreau, en soulignant qu'aujourd'hui, Khomeiny « attaque tout le monde, y compris ceux qui, il y a dix ans, avaient des illusions ouvertes dans les mollahs, et aussi ceux qui ont servi Khomeiny. Aujourd'hui, c'est facile d'être contre la réaction islamiste. Mais en 78 et en 79, ce n'était pas aussi facile. A l'époque, la tendance spartaciste internationale était seule. Nous avons dit la vérité : "A bas le shah ! A bas les mollahs ! Pour la révolution ouvrière en Iran !" » Le rassemblement s'est achevé avec l'Internationale chantée en allemand, en farsi et en serbo-croate.

PARIS ET LYON

Ce même 11 janvier, cent quarante personnes ont manifesté à 18 heures sur les Champs-Élysées, devant l'agence d'Iran Air. La Ligue trotskyste, à l'initiative de ce rassemblement, avait distribué en trois jours dix mille tracts dans plusieurs universités, et plusieurs groupes iraniens avaient répondu à notre appel. Un représentant du Comité de protestation contre l'exécution des prisonniers politiques en Iran, ainsi que des sympathisants du PCI/Komala et de la Minorité des Fedayins, prirent la parole devant les manifestants. Participaient également à ce rassemblement Rahe Kargar, la Majorité des Fedayins, des partisans du journal iranien *Recommencement*, l'Organisation démocratique du peuple d'Iran (une scission du Toudeh) et le groupe musulman Ershad. Trois partisans du Toudeh se sont aussi



Mobilisations à l'initiative de la tendance spartaciste internationale. En haut : Washington (à gauche), Lyon (à droite). En bas : Paris (à gauche), Hambourg (à droite).

joint à la manifestation.

Le lendemain, le 12 janvier, quelque quarante-cinq personnes manifestaient à Lyon, parmi lesquelles plusieurs Iraniennes et des membres des minorités nationales kurde et azérie. Les Iraniennes présentes ont repris avec enthousiasme les mots d'ordre de la LTF, « A bas le voile ! A bas la réaction islamiste ! »

WASHINGTON, USA

Le 13 janvier, quelque vingt manifestants se sont rassemblés devant la section chargée des intérêts iraniens de l'ambassade d'Algérie, dans la banlieue de Washington. Outre les mots d'ordre dénonçant les exécutions en Iran, les manifestants ont exigé « USA, bas les pattes devant la Libye ! A bas les menées guerrières US ! » Un porte-parole de la Spartacist League/US déclara : « En tant que révolutionnaires américains, il nous incombe de lutter contre notre propre bourgeoisie. Et nous disons : USA, hors du golfe Persique ! Rappelez-vous le vol 655 d'Iran Air - les deux cent quatre-vingt-dix personnes qui ont été tuées, victimes des menées guerrières US. »

LONDRES, GRANDE-BRETAGNE

Le 14 janvier, plus de soixante manifestants ont rejoint la Spartacist League of Britain (SL/B) pour un rassemblement devant l'ambassade iranienne à Londres. Parmi les orateurs du rassemblement figuraient un militant iranien, un responsable de la section Londres-Islington du syndicat national des fonctionnaires, ainsi que des porte-parole de l'organisation britannique

« Leninist », du Comité d'action pour les prisonniers politiques iraniens (IPPAC) et de la SL/B. Participaient aussi au rassemblement des partisans du PCI/Komala, de la Majorité des Fedayins, de la Minorité des Fedayins, du Comité pour la défense des droits du peuple iranien, et du Comité contre les exécutions politiques en Iran.

La police empêcha plusieurs militants iraniens de se joindre au rassemblement, en menaçant de les arrêter s'ils refusaient de retirer les foulards qui leur cachaient le visage, les exposant ainsi aux agents du régime meurtrier de Khomeiny. Un représentant spartaciste dénonça cette provocation, « un exemple scandaleux de la collaboration entre l'Etat britannique et l'Etat iranien ».

Un porte-parole de l'IPPAC cita une lettre qu'il avait reçue d'Iran : « Tous ceux que tu connais, tous ceux dont tu connais le nom ont été exécutés. » Le porte-parole de la SL/B attira l'attention sur le bain de sang qui menace de suivre le retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan : « L'Iran montre clairement ce qui est prévu par la djihad [la guerre sainte islamique] en Afghanistan contre les militants de gauche et contre les femmes. » Le rassemblement s'est terminé par l'Internationale et un dernier mot d'ordre : « A bas Khomeiny ! Les ouvriers au pouvoir ! »

TORONTO, CANADA

A l'appel de la Trotskyist League of Canada (TLC) s'est tenu devant l'hôtel de ville de Toronto, ce même 14 janvier, un rassemblement de protestation auquel participaient soixante personnes. Ce rassemblement était aussi appelé par

des partisans du Toudeh et des Fedayins (Majorité) au Canada, et par le Groupe de femmes d'Asie du Sud de Toronto. Y participaient également des partisans de la Majorité des Fedayins, du PCI/Komala et de l'Organisation démocratique des femmes iraniennes. Les partisans du Toudeh quittèrent assez vite le rassemblement : ils n'étaient pas d'accord pour que d'autres groupes aient sur leurs banderoles et panneaux d'autres mots d'ordre que l'appel à arrêter les exécutions. Un représentant du Toudeh a cependant pris la parole, ainsi que Janet Yip, membre du syndicat canadien des postiers. Après le rassemblement, les manifestants se sont rendus à l'endroit où des militants du Toudeh organisaient une grève de la faim de protestation, et un représentant de la TLC prit la parole devant les grévistes de la faim.

MELBOURNE, AUSTRALIE

Le 18 janvier, environ soixante manifestants se sont rassemblés sur la place de l'hôtel de ville de Melbourne, à l'appel de la Spartacist League of Australia and New Zealand. Des représentants de la SL/ANZ, de Rahe Kargar et du Freedom Socialist Party s'adressèrent aux participants à cette manifestation, soutenue par de nombreuses organisations dont l'Association des réfugiés iraniens, plusieurs organisations politiques et culturelles turques et, à titre individuel, par des membres d'Association kurde de Victoria. Etaient aussi présents des représentants de l'Association des réfugiés iraniens, de l'Union des ouvriers turcs d'Australie, du Centre communautaire pour le peuple de Turquie de Victoria, de

Devrimci Yol et du Parti socialiste chilien.

NEW YORK, USA

Le 19 janvier, devant la délégation iranienne aux Nations Unies, quelque quatre-vingt-cinq manifestants se sont rassemblés à l'appel de la Spartacist League/US et du Partisan Defense Committee. Participaient à ce rassemblement des partisans du PCI/Komala, du Parti Toudeh, de l'Organisation démocratique des femmes iraniennes, et de l'Association de la gauche iranienne aux Etats-Unis. Des messages de cette association, ainsi que des partisans des Fedayins (Minorité), ont été lus au cours du rassemblement. Des repré-

sentants du Freedom Socialist Party et du Partisan Defense Committee ont également pris la parole devant les manifestants.

MILAN, ITALIE

Le 20 janvier, à l'appel de la Lega Trotskista d'Italia (LTd'I), une quinzaine de manifestants se sont rassemblés devant le consulat iranien à Milan, malgré la présence menaçante d'une vingtaine de contre-manifestants promollahs brandissant des portraits de Khomeiny.

De l'Allemagne à l'Australie en passant par les Etats-Unis, ces actions de protestation représentaient une déclaration d'internationalisme prolé-

tarien. En réponse aux abominables massacres perpétrés en Iran, la tendance spartaciste internationale n'a fait que son devoir d'organisation communiste : se faire le champion des opprimés, dans le cadre de la lutte pour la révolution socialiste mondiale. Comme le déclarait le porte-parole de la TLD au cours du rassemblement de Hambourg : « L'Iran est très similaire à l'empire russe sous les tsars - une gigantesque prison des peuples. L'égalité pour les femmes, la libération pour les Kurdes, les Baloutches, pour les autres peuples, la fin de l'oppression des minorités religieuses comme les Bahais - la bourgeoisie ne peut rien amener de tout cela. Mais en Russie, il y avait une chose qui n'existe pas en Iran et

qui n'existait pas il y a dix ans, quand la question de la révolution était posée. Il y avait un parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

« Camarades, la révolution prolétarienne, c'est ce qui est nécessaire pour ouvrir les portes des prisons, pour la libération du peuple kurde, pour les autres peuples, pour les peuples qui vivent en Afghanistan. Cette génération de militants de gauche iraniens doit être sauvée. Ce qui est nécessaire, c'est un puissant cri d'indignation de toute la gauche, de toutes les organisations ouvrières, de toutes les organisations qui défendent les droits démocratiques. Ensemble, nous devons exiger qu'il soit mis fin aux exécutions en Iran. Halte aux exécutions en Iran ! »

Massacres...

Suite de la page 5

Kurdes et Baloutches en lutte pour leur autodétermination, adeptes de la religion bahai, femmes qui refusaient de porter le voile, homosexuels, militants de gauche, furent lapidés, pendus ou passés par les armes. Dans un rapport sur la situation des prisonniers politiques en Iran, le CISPI écrit : « Etant donné que l'Islam interdit d'exécuter des femmes vierges, les jeunes filles sont systématiquement violées en prison avant leur exécution [...] »

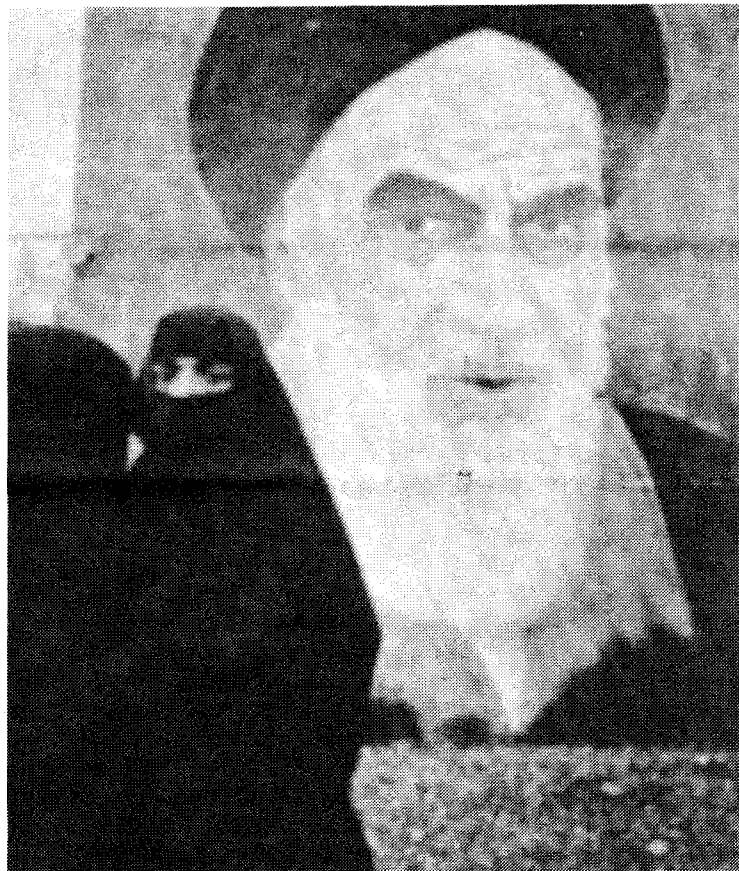
Il est doublement tragique que beaucoup de ceux qui sont exécutés aujourd'hui aient participé au soulèvement contre le shah, sous la direction des mollahs, en 1978-79. Le Toudeh, direction historique de la classe ouvrière iranienne, avait mis sa base au service de Khomeiny. Il a trahi des actions prolétariennes prometteuses, et notamment les grèves des ouvriers du pétrole du Sud, en majorité arabes (ne parlant pas le farsi), et a jeté les ouvriers dans les bras de la réaction islamiste. A l'époque, la tendance spartaciste internationale avait été la seule organisation à dire : « A bas le shah, à bas les mollahs ! Pour la révolution ouvrière en Iran ! » Un an plus tard, le gros de la gauche iranienne, qui avait acclamé en Khomeiny un libérateur « anti-impérialiste », a soutenu sa « propre » classe dirigeante dans la guerre Iran-Irak. Alors même que les nervis des ayatollahs jetaient les militants de gauche dans les mêmes prisons où ils avaient croupi au temps du shah, alors même que le régime persécutait les femmes, les homosexuels, les minorités ethniques et les ouvriers, le Toudeh et la Majorité des Fedayins se ralliaient aux appels à la défense de la patrie (ainsi que les pseudo-trotskystes du HKE et du HKS, affiliés à l'organisation internationale de la LCR).

La sordide guerre réactionnaire entre l'Iran et l'Irak - un conflit dans lequel les masses travailleuses de chacun de ces deux pays n'avaient aucun intérêt à la victoire de leurs « propres » dirigeants - a duré huit années et a fauché plus d'un million de vies. Ce conflit rappelait l'horrible carnage impérialiste de la Première Guerre mondiale. Dès le début, la tendance spartaciste internationale a adopté la position léniniste du *défaitisme révolutionnaire* dans les deux camps, avec les mots d'ordre « A bas les colonels ! A bas les ayatollahs ! Retournez les fusils ! » : « Mais la guerre est aussi la mère des révolutions. Et le conflit Iran-Irak dévoile leur véritable "problème frontalier" : les nationalités opprimées séparées par la frontière artificielle entre l'Irak et l'Iran, spécialement les Kurdes et les Arabes qui composent la majorité de la population du Khouzistan [...] ». Cette guerre et la position de *défaitisme révolutionnaire* constitueront l'épreuve de vérité pour un regroupement révolutionnaire [...] » (« La "révolution iranienne" rencontre la "révolution

arabe" », le *Bolchévik* n° 20, novembre-décembre 1980).

Nous savions que la défaite de l'un ou l'autre camp ouvrirait des possibilités révolutionnaires pour le prolétariat. La guerre était de plus en plus mal supportée, et le 27 juin 1987 le *People's Daily World*, journal du PC américain, rapportait qu'en Iran un groupe d'ouvriers d'usine diffusait un appel « pour

ou le régime haï du shah se décomposait, aucune des principales tendances de la gauche iranienne n'a adopté une perspective de lutte pour transformer la guerre nationaliste réactionnaire en guerre civile contre les colonels baassistes et la caste dirigeante chiite perse. Au lieu de cela, à mesure que la guerre s'éternisait, certains adoptèrent une posture neutraliste « pour la



Abbas Garmeh-Lalson

La « révolution islamique », c'est la prison du voile pour les femmes, la répression sanglante pour la classe ouvrière et les minorités nationales.

dénoncer la "nature belliciste et anti-ouvrière" du régime de Khomeiny, et pour lutter contre la guerre en empêchant le recrutement, l'aide financière et matérielle aux fronts, et en refusant de travailler dans les usines d'armement ». En fait, après avoir proclamé une « guerre sainte » pour Allah - sans réussir à la gagner - Khomeiny a maintenant déclenché à titre préventif un règne de terreur contre les peuples d'Iran.

Mais, parce qu'elles s'étaient placées derrière Khomeiny au moment crucial

paix ». Maintenant que les canons se sont tus sur le front Bassorah-Abadan, à Téhéran la fusillade se déchaîne contre les « infidèles », créant une « paix » des cimetières. Dans l'Iran de l'après-guerre, où sont posées les questions de la succession de Khomeiny et de la reconstruction du pays ravagé par la guerre, la hache du bourreau frappe les militants de gauche, les Kurdes et même les mollahs dissidents.

Avec les masses ouvrières iraniennes saignées à blanc et épuisées par la guerre, des irruptions de protestations

A Lyon

Malheureusement, aucun groupe non iranien n'a daigné participer au rassemblement organisé à Paris par la LTF contre les massacres en Iran. A Lyon, aucun des groupes de gauche ne s'est sérieusement risqué à contester l'urgence de l'action. Mais de là à y participer avec la LTF...

Deux groupes, cependant, ont signé l'appel : l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM) et Socialisme international (SI). Malheureusement, ils ont refusé d'exercer leur droit à la libre propagande dans le front unique et n'ont pas pris la parole au rassemblement. Il est vrai que les militants de SI auraient pu être en porte à faux : leur organisation britannique a, en 1987, décidé de soutenir le régime de Khomeiny contre l'Irak, rejetant la position léniniste de défaitisme révolutionnaire des deux côtés. Et de préciser dans *Socialist Worker* (28 novembre 1987) : « Cela ne veut pas dire s'opposer à ce que les ouvriers défendent leurs intérêts de classe, bien qu'il y ait des circonstances dans lesquelles il serait mauvais de faire grève » ! Voilà où mène la capitulation devant la « révolution islamique ».

populaires représentent une vraie menace pour les dirigeants sanguinaires. Mais en l'absence d'un parti léniniste authentique, cette possibilité d'organiser les masses a été jusqu'ici gaspillée. Au lieu de cela, la gauche paie un prix terrible en vies humaines dans les geôles de Khomeiny. C'est seulement quand les masses laborieuses d'Iran et d'Irak posséderont des partis communistes d'avant-garde forgés dans une hostilité irréconciliable avec leurs « propres » dirigeants réactionnaires qu'on pourra mettre définitivement fin aux massacres et à la répression. Il faudra une révolution ouvrière pour ouvrir les portes des prisons, pour libérer les victimes de la réaction islamiste, pour libérer les nationalités opprimées et pour briser une bonne fois pour toutes le cycle infernal des bains de sang.

- Adapté de *Workers Vanguard* n°468

Disponible en perse:

1. Les pseudo-trotskystes soutiennent les mollahs
2. Les fedayin en quête de clergé progressiste
3. La guerre Iran/Irak - La «révolution iranienne» rencontre la «révolution arabe»
4. La gauche iranienne à l'épreuve de la guerre
5. Pourquoi ils ont soutenu la réaction islamique: L'Iran et la gauche
6. L'Afghanistan et la gauche - La question russe à brûle-pourpoint: Salut à l'Armée rouge!
7. Iran et Révolution permanente

1F, 25c, 10p, 0,50 DM, 200 lire, 1Kr.

Commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10, France
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO
New York, NY 10116 USA

From Mossad's National Front to Khomeini's Reaction

Iran and Permanent Revolution

از جنبه ملی مصدق تا ارتجاع خمینی

ایران و انقلاب پیگیر

Down with Khomeini's Holy War against the Left in Iran!

Iranian Fedayeen in Search of a Progressive Clergy

فدائیان ایران در جستجوی یک روحانیت پیشرفته

مردگرو حاکم مقدس خمینی برضد چپ در ایران

Iran/Iraq Blood Feud

Iranian Revolution Meets Arab Revolution

ایران - عراق انتقام خونبارگی

انتقال ایران "تغلب عرب" را مصادقت میکند

Iranian Left and the Test of War

Down with the Colonels! Down with the Ayatollahs! Turn the Guns the Other Way!

چپ ایران و آزمایش جنگ

مردگرو سوارگان را بر زمین بگذار!

Why They Supported Islamic Reaction

IRAN AND THE LEFT

چرا آنها از واکنش اسلامی حمایت کردند

ایران و چپ

Afghanistan and the Left: The Russian Question Point Blank

Hail Red Army!

مسئله روسیه، همین و بیس

درد بر آتش سرخ

La naissance de la première République noire : 1791-1804



NY Public Library



Mary Evans Picture Library

A gauche : Toussaint-Louverture. Ci-dessus : des esclaves libres contre l'armée française. L'armée de Toussaint, se battant pour la liberté et l'indépendance, mit en déroute les troupes envoyées par Napoléon et les Britanniques.

TOUSSAINT-LOUVERTURE ET LA REVOLUTION HAÏTIENNE

Nous publions ci-dessous la première partie d'un article publié dans *Workers Vanguard*, le journal de nos camarades américains. Au moment où la bourgeoisie française cherche à exorciser la Révolution française à l'occasion du bicentenaire, il nous a semblé approprié de commencer 1989 avec l'évocation d'une des conséquences du renversement de l'Ancien Régime par la bourgeoisie révolutionnaire : la lutte des Noirs d'Haïti pour l'abolition de l'esclavage, la liberté et l'indépendance.

Première partie

Aujourd'hui, Haïti est un pays extrêmement pauvre, ravagé par l'exploitation néo-coloniale et le despotisme. Les Duvalier, père et fils, et leurs successeurs soigneusement choisis, ne sont que les derniers d'une série de dictateurs soutenus et souvent mis carrément en place par Washington. Avant cela, ce furent vingt ans d'occupation directe par les Marines US. Pourtant, il y a deux siècles, cette île était la colonie la plus riche du monde. Et après douze ans d'âpres combats, une révolte des esclaves noirs remporta la liberté d'Haïti, dans une bataille contre les empires coloniaux les plus puissants de l'époque. La Révolution haïtienne de 1791-1804 déclencha une vague de révoltes d'esclaves dans les Caraïbes et inspira les Noirs dans le Sud des Etats-Unis. Actuellement, alors que les masses haïtiennes appellent de leurs vœux une révolution qui brise les chaînes de la domination impérialiste et de ce qui est littéralement un esclavage salarié, elles se souviendront du père de la première république noire, Toussaint-Louverture, connu sous le nom de « Spartacus noir ».

Toussaint a construit une armée d'esclaves noirs qui ont gagné la liberté d'Haïti, après avoir combattu les meilleures armées que les empires coloniaux

d'Angleterre et de France aient pu mettre sur pied. Son régime a restauré la richesse et la prospérité de l'île après les dévastations de la guerre. C'est parce qu'il a conjugué la puissance titanesque d'une révolte d'esclaves avec le programme et les idéaux des grandes révolutions bourgeoises que Toussaint a pu obtenir des résultats aussi importants. Même si l'indépendance d'Haïti n'a été en fin de compte gagnée qu'au bout d'une amère bataille, à la fois contre la République française de Robespierre et l'Empire de Napoléon, ce sont les révolutions française et américaine qui ont été le détonateur de la Révolution haïtienne, que ce soit l'expérience militaire d'officiers mulâtres qui se sont battus dans les forces expéditionnaires françaises pendant la guerre révolutionnaire des Etats-Unis, ou bien l'adoption du slogan révolutionnaire américain « Vivre libres ou mourir », ou encore la puissance de la devise « Liberté, égalité, fraternité ».

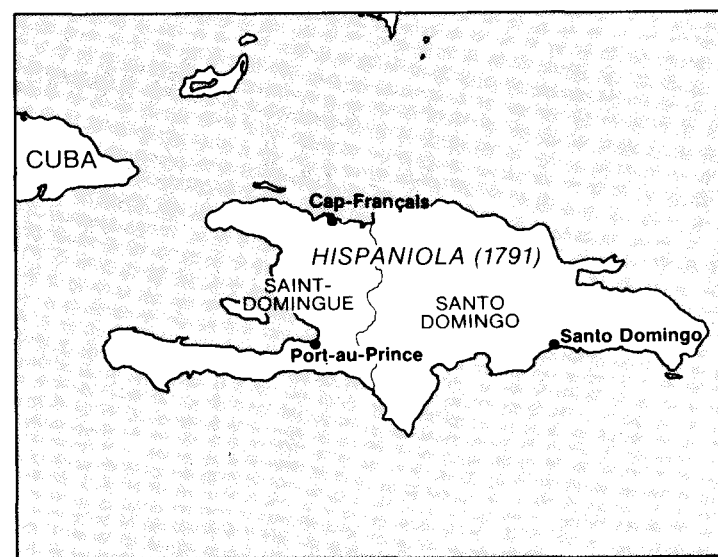
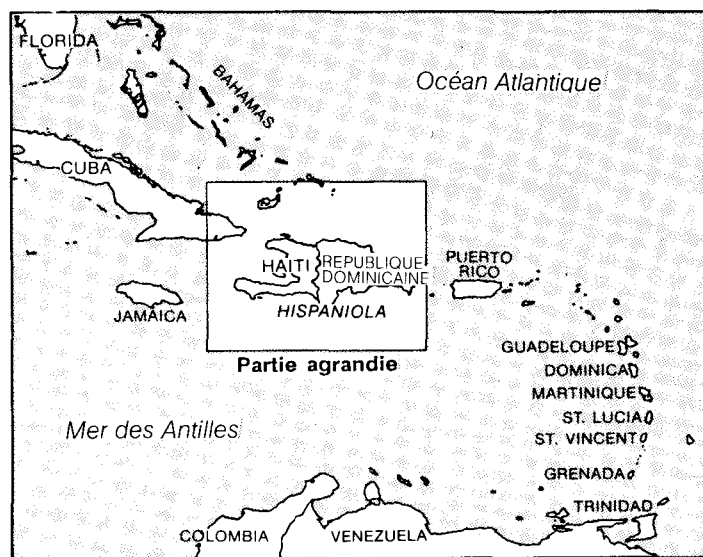
La Révolution haïtienne fut un phare

pour la lutte contre l'esclavage et pour l'indépendance nationale pendant tout le XIX^e siècle. Mais en abolissant l'esclavage par une révolution sociale qui surgissait des profondeurs de la société, la Révolution haïtienne effraya beaucoup les esclavagistes et les grands propriétaires. Quand les esclaves se soulevèrent à Saint-Domingue, la partie française de l'île d'Hispaniola, en août 1791, les Etats-Unis s'empressèrent d'envoyer des armes pour écraser l'insurrection. George Washington écrivait même : « Comme il est regrettable de voir un tel esprit de révolte parmi les Noirs. » Aux Etats-Unis, la Révolution haïtienne inspira des révoltes d'esclaves comme celle de Denmark Vesey, Gabriel Prosser, Nat Turner. Comme le dit Frédéric Douglass, un combattant pour l'abolition de l'esclavage : « Quand ils se sont battus pour la liberté, ils ont accompli plus qu'ils ne le croyaient. Ils n'ont pas sorti leurs épées, et ils ne pouvaient pas sortir leurs épées, simplement pour eux-mêmes. Ils étaient liés

et entremêlés à leur race et, en s'insurgeant pour leur liberté, ils se sont insurgés pour la liberté de tous les Noirs du monde. »

LA PLUS RICHE DES COLONIES SUCRIERES

A la fin du XVIII^e siècle, l'économiste anglais Adam Smith disait de Saint-Domingue qu'elle était « la plus importante des colonies sucrières des Caraïbes ». En 1783, le trafic avec Saint-Domingue représentait plus du tiers du chiffre du commerce extérieur français et plus du double des échanges de la Grande-Bretagne avec l'ensemble de ses colonies. Entre 1783 et 1789, à cause surtout du commerce avec les Etats-Unis qui venaient de gagner leur indépendance, la production de Saint-Domingue doubla quasiment. Au moment où la révolution commença, deux ans plus tard, il y avait presque huit cents plantations de sucre, plus de deux mille plantations de café et trois mille



Cartes Workers Vanguard

Les Caraïbes étaient divisées entre la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne. Des révoltes d'esclaves éclatèrent pratiquement partout, mais ne furent victorieuses qu'à Saint-Domingue français, rebaptisé Haïti après l'indépendance en 1804.

d'indigo. Alors que la production de sucre dans les Antilles britanniques déclinait, Saint-Domingue était au summum de sa productivité et de sa prospérité. Comme il cherchait à défendre la domination mercantile des Britanniques dans les Caraïbes, William Pitt commença à faire une campagne pour mettre fin au trafic d'esclaves (et non à l'esclavage lui-même), dans le but de couper les vivres en main-d'œuvre à la colonie française en pleine expansion.

A Saint-Domingue, les divisions de classe et de caste de la France d'avant la révolution recouvraient la question de race et de couleur. En 1789, c'était probablement la société la plus consciente au monde de ses divisions de race; la loi reconnaissait cent vingt-huit « degrés » de négritude (cela revenait à compter tous les ancêtres jusqu'à sept générations). En gros, la société était divisée en trois couches essentielles. Au sommet les planteurs blancs, dépendant économiquement des marchands de Bordeaux et de Marseille, mais qui, comme ils étaient les maîtres dans une société d'esclavage, étaient attachés idéologiquement à des privilèges équivalant à ceux d'une aristocratie féodale. Au bas de l'échelle, il y avait les esclaves noirs. Entre les deux, les Mulâtres, pour beaucoup des esclaves affranchis, petits négociants et commerçants. Un nombre substantiel d'entre eux possédaient des esclaves et allaient s'enrichissant. En 1789, les Mulâtres possédaient près du tiers des propriétés de Saint-Domingue.

Tout comme une petite-bourgeoisie classique, les Mulâtres avaient un rôle de pivot et penchaient soit d'un côté, soit de l'autre, selon la situation. Au début de la Révolution française, ces gens de couleur avaient à se plaindre de l'aristocratie des planteurs. Selon le Code noir de Louis XIV en 1685, l'esclave affranchi pouvait jouir des « mêmes droits, privilèges et immunités que les personnes nées libres ». Mais un siècle plus tard, ces droits s'étaient petit à petit réduits de sorte que les Mulâtres, « affranchis », n'avaient plus le droit de sortir après neuf heures du soir ou de s'asseoir avec des Blancs dans les endroits publics, de porter un nom européen, ou même de porter des vêtements d'origine ou de type européen. Les femmes mulâtres pouvaient porter des jupons de coton mais pas de soie. Et il y avait à la porte des églises des inspecteurs qui exigeaient qu'elles soulèvent leurs jupes en entrant pour contrôler leurs jupons! Les quarante mille Blancs de Saint-Domingue avaient eu recours à cette discrimination grotesque pour rehausser leurs privilèges de caste vis-à-vis d'une couche de Mulâtres presque aussi nombreux qu'eux, et dont beaucoup avaient étudié en Europe et étaient plus riches que certains Blancs pauvres.

Lorsque la Révolution française leur refusa des droits politiques et mit en cause leurs droits existants du fait de leur couleur, les Mulâtres s'allièrent aux esclaves noirs. Mais lorsque la bourgeoisie française recherchait une alliance avec eux, basée sur la propriété privée, c'est-à-dire la possession d'esclaves, ils se tournaient contre les esclaves. A Saint-Domingue, les questions de couleur et de classe étaient donc directement liées et les changements de position des Mulâtres étaient le reflet immédiat de cette intersection. L'hostilité basée sur la couleur, qui ne reflétait à l'origine que la distinction entre ceux qui pouvaient être propriétaires (les Mulâtres) et ceux qui étaient esclaves, acquit une existence en soi pendant la guerre contre les Français et la guerre civile qui a suivi l'indépendance. De là sont issus ce que sont même encore aujourd'hui les fondements d'une grande partie de la vie politique d'Haïti.

La préoccupation principale de la société coloniale française était pourtant de continuer à mater les quelque

vingt-cinq cent mille esclaves noirs. Ils employèrent pour cela une violence extrême et une férocité barbare. Vastay, esclave affranchi qui fut secrétaire de celui qui devait devenir le « roi » noir Henri Christophe, parlait ainsi des crimes perpétrés contre les esclaves de Saint-Domingue: « Est-ce qu'ils ne pendaient pas des hommes la tête en bas, les noyaient dans des sacs, les crucifiaient sur des planches, les brûlaient vifs [...], les fouettaient jusqu'au sang [...], les attachaient à des pieux dans les marais pour qu'ils soient dévorés par les moustiques [...], les jetaient dans des chaudrons bouillants de sirop de canne [...], mettaient des hommes et des femmes dans des tonneaux dont l'intérieur était hérissé de pointes et les jetaient du haut des ravins dans le vide [...], livraient ces malheureux Noirs à des chiens mangeurs d'hommes jusqu'à ce que ceux-ci, rassasiés de chair humaine, abandonnent leurs victimes pantelantes pour qu'elles soient achevées à la baïonnette ou au [poignard]? » (cité dans *Written in Blood: the Story of the Haitian People, 1492-1971* de Robert et Nancy Heintz, 1978). Les esclavagistes français étaient encore plus brutaux que leurs collègues britanniques de l'époque, car ils « dressaient » des esclaves importés d'Afrique au travail tuant de défrichage de nouvelles terres.

En à peine cent ans d'esclavage, cette répression féroce dans la colonie française provoqua une succession de révoltes d'esclaves. La première fut la révolte de Padre-Jean, dès 1679, puis il y eut d'autres durant tout le XVIII^e siècle - en 1724, 1730, 1734, 1740. Il y eut la légendaire conspiration de Macandal qui organisa dans le Nord l'empoisonnement des maîtres par leurs esclaves et qui fut brûlé vif sur le bûcher en 1758. Il y avait aussi des bandes d'esclaves fugitifs, les marrons, dans les montagnes. Quelques années avant la révolution (1785-1789), en conséquence de la croissance économique foudroyante, cent cinquante mille esclaves furent importés à Saint-Domingue. Ces



Mansell Collection

A gauche, Henri Christophe, un des principaux généraux de Toussaint, dirigea le Nord de 1807 à 1818. A droite, Dessalines amena le Thermidor dans la Révolution haïtienne tout en arrachant définitivement l'indépendance.

esclaves n'étaient pas comme les esclaves du Sud des Etats-Unis au XIX^e siècle, nés en captivité en Amérique; 60 % des esclaves de Saint-Domingue étaient nés en Afrique. Comme l'écrivait le Marquis du Rouvray en 1783: « Cette colonie d'esclaves est comme une ville sur le point d'être attaquée; nous marchons sur des tonneaux de poudre. »

LES DEBUTS DE LA REVOLUTION HAITIENNE

La Révolution française de 1789 a renversé la monarchie et l'aristocratie terrienne et a mis la bourgeoisie marchande au pouvoir. Elle avait pour devise « Liberté, égalité, fraternité » et



Flammarion

« La liberté guidant le peuple » de Delacroix (détail). La Révolution française fut l'étincelle qui provoqua la révolte des Noirs et des Mulâtres pour la liberté et l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises.

a publié la Déclaration des droits de l'homme. Pourtant, les révolutionnaires bourgeois de Paris traînaient les pieds pour accorder l'égalité aux esclaves affranchis et envisageaient avec horreur l'abolition de l'esclavage dans les colonies. Ce paradoxe apparent s'explique par le fait que la richesse des plus grands capitalistes de l'époque - les propriétaires de chantiers navals, les commerçants, les marchands d'esclaves de Bordeaux, Nantes et Marseille, dépendaient surtout des énormes profits qu'ils tiraient des colonies sucrières des Antilles. Les Girondins, qui prirent le pouvoir après l'exécution de Louis XVI et la proclamation de la République en 1792, tenaient leur nom de la région de Bordeaux, la Gironde. Mais même

des esclaves, ne réclamaient que les droits des affranchis accordés par le Code noir de Louis XIV. Mais même avec ces revendications peu ambitieuses, la résolution de l'Assemblée constituante du 28 mars 1790 ne résolut pas la question des droits des Mulâtres. Elle décréta que « toute personne adulte et de sexe masculin » répondant à certains critères de propriété avait le droit de vote, sans spécifier que les esclaves affranchis étaient des « personnes » (les esclaves étaient considérés comme des « propriétés »). On laissa à l'Assemblée coloniale le soin d'appliquer le décret. Cette assemblée refusa de le promulguer. Cela rendit furieux tant les Mulâtres que les planteurs. C'est le rapport de force qui devait décider.

La réponse des esclaves libérés fut donnée par Vincent Ogé, un intellectuel mulâtre qui avait milité à Paris chez les Amis des Noirs. Déçu par le décret du 28 mars, il retourna à Saint-Domingue via les Etats-Unis où il obtint des armes et des munitions. Il fut rejoint par Jean-Baptiste Chavannes, militaire de profession, qui s'était battu avec les Français dans la guerre d'Indépendance américaine. La révolte des Mulâtres de Cap-Français, en octobre 1790, fut rapidement écrasée. Ses dirigeants s'enfuirent du côté espagnol de l'île, mais ils furent capturés et livrés aux colons français. Ogé et Chavannes eurent beau en appeler aux intérêts communs entre les Blancs et les Mulâtres en tant que maîtres d'esclaves, ils furent tout de même sauvagement torturés et exécutés par le supplice de la roue, dans le coin de la place centrale opposé à celui qui était réservé à l'exécution des Blancs.

Le sang coula dans les colonies et les divisions entre les propriétaires d'esclaves risquaient d'ouvrir une brèche pour des soulèvements noirs. Raymond, leader des Amis des Noirs, réclamait l'égalité des Mulâtres arguant que « si les Noirs veulent tout de même se révolter, ils ne pourront pas parce que les gens de couleur, dont l'intérêt est de les garder en esclavage, s'uniront avec les Blancs et constitueront alors une classe unique ». Le 15 mai 1791, l'Assemblée constituante accorda aux Mulâtres quelques droits politiques tout « en protégeant » constitutionnellement l'esclavage. Ces concessions cimentèrent l'alliance entre les Français et les Mulâtres pour les quelques années à venir. Leur but était de maintenir les droits de propriété et l'économie vitale de Saint-Domingue, ce qui était d'autant plus urgent que les masses parisiennes se soulevaient et que les monarchies européennes attaquaient la Ré-

Suite page 10



Haïti-Progress

Toussaint...

Suite de la page 9

volution française. Mais il était déjà trop tard. Alors que la révolution marquait le pas en métropole, les Noirs de Saint-Domingue s'insurgeaient.

Au Nord, les planteurs se révoltèrent contre les décrets de l'Assemblée nationale de Paris. Ils avaient arrêté un dirigeant mulâtre, André Rigaud, gros propriétaire terrien, qui s'était aussi battu avec les huit cents volontaires « de couleur » de Saint-Domingue lors du siège de Savannah pendant la guerre d'Indépendance américaine. Les troupes françaises libérèrent Rigaud et les Mulâtres se préparèrent à former une fédération dans le Sud. Mais avant qu'ils puissent faire quoi que ce soit, une insurrection d'esclaves noirs éclata. Elle était dirigée par Boukman, un chef de groupe de Limbé, l'endroit d'où Macandal avait lancé sa conspiration. Dans la nuit du 14 août 1791, Boukman tint cette fameuse cérémonie à Bois-Caïman où les esclaves jurèrent de se révolter. Une semaine plus tard, l'insurrection était générale dans la plaine du Nord - l'endroit le plus riche et le plus prospère du pays. Quelque deux cents plantations de sucre et six cents plantations de café furent dévastées et des centaines de Blancs furent tués. A ce stade, c'était plus une jacquerie désordonnée qu'une révolution. Lorsqu'ils attaquèrent Cap-Français, ils furent battus et Boukman fut tué.

L'ASCENSION DE TOUSSAINT-LOUVERTURE

Mais la bataille avait commencé. C'est à ce moment-là que Toussaint-Louverture se joignit aux rebelles. Toussaint-Louverture était, comme l'a dit son meilleur biographe C.L.R. James, sans aucun doute l'un des génies politiques et militaires de la fin du XVIII^e siècle. En dix ans de guerre, il transforma des groupes d'esclaves illettrés en une armée disciplinée qui étonna et stupéfia les chefs militaires européens, et qui remporta la victoire contre une force expéditionnaire britannique et contre les meilleurs troupes que Napoléon ait pu rassembler au zénith de son pouvoir. Fortescue, historien militaire britannique, estimait les pertes britanniques à un total de cent mille, dont quarante mille morts - plus que tout ce que Wellington avait perdu pour différentes raisons lors de sa campagne dans la péninsule Ibérique. Les Français perdirent cinquante-cinq mille soldats à Saint-Domingue, dont certains étaient des anciens combattants des victoires napoléoniennes.

Après la mort de Boukman, l'ascension de Toussaint fut rapide. C'était un petit homme frêle à la volonté de fer. Il avait eu une vie assez privilégiée et un maître « éclairé ». Il savait lire et avait énormément lu, y compris le traité de 1780 sur la politique et l'économie des Antilles, de l'abbé Raynal, qui disait des esclaves fugitifs : « Ces éclairs annoncent le tonnerre. Il ne



Culver Pictures

La rébellion de Nat Turner en 1831 aux USA, une des nombreuses révoltes d'esclaves inspirées par la Révolution haïtienne.

manque qu'un chef courageux. » Il apprit beaucoup des écrits militaires de Jules César. Il avait déjà une expérience d'organisateur puisqu'il était devenu responsable de centaines d'esclaves et de contremaîtres. C'est avec ces bagages que le « vieux Toussaint », à l'âge de quarante-cinq ans, rejoignit la révolte des esclaves. Mais l'Assemblée constituante des Girondins étant en alliance avec les Mulâtres, les anciens esclaves se retrouvèrent face aux forces combinées des Mulâtres et des Français.

Les Noirs étaient considérés comme des hors-la-loi et ils étaient traités comme tels. Pour se donner du temps et se ménager une retraite sûre, Toussaint s'allia temporairement aux Espagnols, tout en gardant sa liberté de mouvement et de commandement, ainsi que l'intégrité organisationnelle de ses forces. Pourtant, Toussaint faillit tout perdre lorsque Louis XVI fut guillotiné, en janvier 1793. Les Britanniques, qui voyaient là une occasion à la fois de faire échec à une révolution qu'ils haïssaient et de regagner le monopole du commerce du coton, de l'indigo, du café, et des esclaves !, déclarèrent la guerre à la France et se préparèrent à mettre main basse sur les colonies françaises des Antilles. Le danger d'invasion de la France et les masses parisiennes qui protestaient contre la hausse vertigineuse des prix des denrées alimentaires, portèrent les Jacobins au pouvoir. Mais la révolution ne voulait toujours pas résoudre la question de l'abolition de l'esclavage. C'est la guerre civile généralisée, à Saint-Domingue, qui força la question.

La république était à peine née lorsque Paris envoya trois commissaires sous la direction du Jacobin de droite Sonthonax. En été 1793, il était parvenu à pacifier le sud de l'île en mettant le dirigeant mulâtre Rigaud à sa tête, et il avait écrasé une insurrection

royaliste dans le nord avec des régiments de Noirs auxquels il avait promis la liberté s'ils combattaient leurs anciens maîtres. Le 29 août, face à la flotte britannique au large, et à une invasion espagnole sur terre, et avec Cap-Français en ruines, il franchit le Rubicon et abolit l'esclavage avec la proclamation suivante : « Les nègres et les anthropophages ne sont plus [...]. La République française veut la liberté et l'égalité entre tous les hommes, sans distinction de couleur. Les rois ne se plaisent qu'au milieu des esclaves. » Sonthonax agissait de sa propre initiative, car en novembre 1793, Robespierre reprochait encore aux Girondins de miner la France en complotant de « libérer et armer immédiatement tous les Noirs pour détruire nos colonies ».

Le jour même où Sonthonax décréta la libération des esclaves, et de façon fortuite, Toussaint lança sa fameuse proclamation qui disait : « Frères et amis, je suis Toussaint-Louverture, mon nom s'est peut-être fait connaître jusqu'à vous. J'ai entrepris la vengeance. Je veux que la liberté et l'égalité règnent à Saint-Domingue. Je travaille à les faire exister. Unissez-vous à nous, frères, et luttonz avec nous pour la cause commune. » Comme le décret de Sonthonax n'avait pas été ratifié par la Convention, Toussaint ne s'y fiait pas et continua à se battre contre les armées mulâtres conduites par Rigaud et Beauvais. Comme elle était confrontée à l'invasion britannique et à l'avancée de Toussaint, la Convention ratifia finalement, en février 1794, l'abolition de l'esclavage dans les colonies. Quand la nouvelle parvint à Saint-Domingue quelques semaines plus tard, les Britanniques étaient sur le point de réussir à occuper toute l'île. Toussaint rompit immédiatement avec les Espagnols et se rallia aux forces de la république contre les Britanniques esclavagistes. Dans une série de campagnes éclairs, remportant

sept victoires en sept jours, l'armée de Toussaint renversa rapidement la situation et mit les Britanniques sur la défensive.

LE REGNE DE TOUSSAINT

Toussaint-Louverture devint rapidement maître de l'île. Le gouverneur en était le général Laveaux qui, comme il avait été sauvé par Toussaint des mains des rebelles mulâtres de Cap-Français, salua son sauveur comme « le Spartacus noir, le Noir prédit par Raynal pour venger les injures faites à sa race ». Pendant ce temps-là en France, les Jacobins avaient été renversés par le coup d'Etat du 9 thermidor (24 juillet 1794), et c'était le Directoire qui était au pouvoir. Encouragés par Thermidor et les appels à l'aide des colons, les Britanniques restèrent à Saint-Domingue en îlots isolés pendant deux ans encore, avant de partir enfin. Le Directoire approuva formellement les victoires et le pouvoir grandissant de Toussaint. Il fut fait lieutenant-gouverneur de la colonie en avril 1796 et commandant en chef des forces françaises en mars 1797. En même temps, le Directoire se rendait compte à juste titre que l'extension logique du parcours de Toussaint était l'indépendance et comme il n'était pas prêt à accepter quelque chose qui ressemble à un statut de Commonwealth, ce que Toussaint désirait, il commença à comploter son renversement.

En 1797, Paris envoya un nouvel émissaire, Hédouville, qui devait être l'agent unique de la colonie. Hédouville avait des ordres secrets. Il devait faire tout son possible pour casser les pouvoirs de Toussaint, et éventuellement, l'éliminer. Hédouville parvint à empoisonner les relations entre Toussaint-Louverture et le dirigeant mulâtre Rigaud de sorte que le bloc entre eux, qui n'était pas très solide, devint une séparation de fait de Saint-Domingue en deux entités : Toussaint dans les riches plantations du Nord à grande majorité noire, et Rigaud dans le Sud, centre historique du pouvoir mulâtre. Quand Toussaint remporta la victoire sur les Britanniques, il refusa que le général Maitland se rende à Hédouville et exigea qu'il se rende à lui personnellement. Son entrée triomphale à Port-au-Prince, rebaptisé Port-Républicain, au nez des représentants français, fut le signe de son triomphe. Hédouville poursuivit pourtant ses intrigues, essayant de dresser contre Toussaint son neveu Moïse.

Finalement, Toussaint réagit et congédia Hédouville qui s'enfuit en France. Sa dernière action fut de promouvoir Rigaud à un rang égal à celui de Toussaint et de le nommer commandant en chef indépendant dans le Sud. Dans son rapport officiel, Hédouville demandait au Directoire « d'attiser la haine qui existe entre les Mulâtres et les Noirs et de dresser Rigaud contre Toussaint ». Les Mulâtres devaient être la tête de pont pour le retour au pouvoir des Français, et finalement la restauration de l'esclavage. Toussaint ne pouvait manifestement pas tolérer cette situation et devait vaincre le Sud. La sanglante guerre civile des Noirs contre les Mulâtres dura à peu près un an et cimentait la méfiance et même la haine entre les Mulâtres et les Noirs. Quand Toussaint envoya son lieutenant Dessalines restaurer l'ordre dans l'armée mutinée, Dessalines massacra les officiers mulâtres. Toussaint lui aurait répondu : « J'ai dit de tailler l'arbre, pas de le déraciner. »

Une fois le Sud sous contrôle, Toussaint marcha sur la partie espagnole de l'île où l'esclavage existait encore (désobéissant expressément aux instructions françaises) et remporta la victoire en une campagne éclair. Le 7 février 1801, il proclama la libération des esclaves à Santo Domingo (Juan Bosch, *De Cristóbal Colón a Fidel Castro: El Caribe, frontera imperial* [1969]). Toussaint

<p>A Spartacist Pamphlet 25c</p>	<p>A Spartacist Pamphlet 75c</p>	<p>A Spartacist Pamphlet 75c</p>	<p>A Spartacist Pamphlet 75c</p>	<p>A Spartacist Pamphlet 1100</p>
<p>Black History and the Class Struggle</p> <p>4 F (16 pages)</p>	<p>Black History and the Class Struggle No. 2</p> <p>On the Civil Rights Movement</p> <p>7 F (32 pages)</p>	<p>Black History and the Class Struggle No. 3</p> <p>Massacre of Philly MOVE</p> <p>7 F (32 pages)</p>	<p>Black History and the Class Struggle No. 4</p> <p>Black Soldiers in the Jim Crow Military</p> <p>7 F (32 pages)</p>	<p>Black History and the Class Struggle No. 5</p> <p>Finish the Civil War!</p> <p>7 F (32 pages)</p>

Pour toute commande : Le Bolchéviek, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

saint, à la différence de ce que fit Dessalines plus tard, et de la débâcle de Solouque en 1844, évita soigneusement d'aggraver les tensions sociales, et mit en place un gouverneur mulâtre. Maintenant à la tête d'une île riche et unifiée, Toussaint eut à traiter de problèmes beaucoup plus complexes que ceux qui étaient posés par la présence de troupes étrangères. Douze ans de batailles et de guerre civile avaient dévasté l'économie de l'île. Les deux tiers des Blancs étaient partis ou avaient été tués (même si les trois quarts des Mulâtres étaient encore là). Un tiers peut-être de la population noire avait péri. Et depuis Sonthonax, les Noirs disaient : « *Moin pas esclave, moin pas travail* » (je ne suis pas esclave, je ne travaillerai pas).

Les plantations étaient en ruines : Toussaint devait les sauver d'urgence. Pour restaurer la productivité, il dut militariser toute l'économie, mettant planteurs et ouvriers agricoles sous ce qui revenait à une loi martiale, et dut aller jusqu'à consigner la main-d'œuvre

agricole à certaines plantations. Tous ceux qui n'avaient pas d'emploi devaient s'enrôler dans l'armée. Au lieu de partager les grandes plantations en petites exploitations privées, il les maintint du fait qu'elles étaient la forme la plus efficace de production. En même temps il bannit le fouet, ce symbole de l'esclavage, et décréta que ceux qui travaillaient dans les plantations devaient recevoir le quart de la production. Comprenant qu'il avait besoin de qualifications que seuls les Blancs et les Mulâtres possédaient, Toussaint les laissa à la tête des plantations. Mais ils avaient à en répondre directement à l'armée noire. Il acheta trente mille fusils aux Etats-Unis. Aux rassemblements publics, il agitait un fusil en disant aux travailleurs noirs : « *Voilà votre liberté!* » Son état-major était composé presque totalement de Blancs, mais son armée était commandée par des généraux noirs.

Un peu comme Trotsky qui après la Révolution russe d'octobre avait utilisé des officiers tsaristes pour construire

l'Armée rouge, Toussaint s'était servi des gens les plus doués et les plus capables qu'il avait trouvés. Et cela a marché : après deux ans de règne, Toussaint était sur le point de rendre au pays son ancienne prospérité. L'hostilité entre les Mulâtres et les Noirs tomba beaucoup et le commerce avec les Etats-Unis, d'où Saint-Domingue importait armes et denrées alimentaires, marchait bien. Mais il avait un problème insoluble : l'économie haïtienne reposait sur des cultures à grande échelle de café, sucre et cacao. A cette époque historique, avant que la révolution industrielle ne permette la mécanisation de la production agricole, le seul moyen d'avoir une production rentable était d'avoir un niveau de discipline dans le travail à peu près équivalent à ce qui existait sous l'esclavage, que ce soit volontaire ou non. Néanmoins, la liberté était d'une importance décisive pour les ex-esclaves noirs. Comme l'explique C.L.R. James : « *Les travailleurs noirs étaient libres, et même s'il y avait insatisfaction avec le nouveau ré-*

gime, comme dans le Paris de 1800, on ne regrettait pas l'ancien. Alors qu'au-paravant on travaillait depuis l'aube jusqu'à tard dans la nuit, on commençait maintenant à 5 heures et on finissait à 5 heures. Aucun employeur n'osait les battre. Dessalines avait frappé des Noirs dans sa province et Toussaint avait menacé de lui retirer son commandement à la moindre plainte » (C.L.R. James, *The Black Jacobins: Toussaint Louverture and the San Domingo Revolution*, 1963).

Le fait que Toussaint utilise des Blancs et des Mulâtres causait beaucoup de ressentiment parmi les Noirs, en particulier dans la province du Nord, gouvernée par Moïse, le neveu de Toussaint. En septembre 1801, une révolte éclata à certains endroits avec « *Vive Moïse!* » pour slogan. Moïse refusa de prendre une position claire et la révolte fut défaite par Toussaint, Christophe et Dessalines. Toussaint fit fusiller Moïse.

(A suivre)

LCR...

Suite de la page 4

proches, un court moment, des mattistes et qui rejoindront la LTF : « *La tendance Matti se présente comme la championne du "travail de masse" en tentant de couvrir ses capitulations au niveau de conscience actuel des ouvriers derrière une façade d'orthodoxie. Son programme, à la droite de celui de la TMI [la majorité internationale du SU], est contenu entièrement dans la panacée de l'"unité" qui l'amène à avancer un programme minimum afin de rassembler le plus de monde possible* » (Spartacist n° 12, novembre 1976). Mais, de plus, comme l'expliquait déjà Trotsky, « *le principe centrisme de l'unité à tout prix prépare à la pire des scissions possibles, alignée sur les contradictions impérialistes. On peut déjà le voir en France avec le groupe Spartacus qui traduit en français les idées du SAP et qui prêche, au nom de l'"unité", la capitulation politique devant Blum, lequel était, et est encore, le principal agent de l'impérialisme français au sein de la classe ouvrière* » (« L'ILP et la IV^e Internationale », *Oeuvres*, tome 6). C'est pourquoi Matti, affable champion de l'« unité », d'« entremetteur pour Mandel » (comme nous l'avions caractérisé en 1979) est finalement devenu un entremetteur pour Mitterrand.

Les seules quelques critiques de



La LTF et Tribune communiste à la manifestation du 27 janvier 1988 contre Le Pen. La LCR manifestait cachée derrière Juquin.

gauche dans la LCR sont aujourd'hui portées par la fraction organisée autour du texte « *Redonner un sens à la construction de la LCR* ». Elle revendique une « *organisation révolutionnaire indépendante* », attaquant la direction pour vouloir construire un « *parti au mieux centrisme, au pire réformiste* » et sa « *politique adaptationniste dans l'intervention en direction du parti social-*

démocrate ». Les camarades parlent de « *tactique de front unique* », critiquant le « *recours en tout temps, et tout lieu* » du mot d'ordre de « *gouvernement PS-PC sans ministres bourgeois* » auquel ils cherchent à donner un sens extra-parlementaire, parlant aussi de la nécessaire « *centralisation nationale des comités de grève* » face à l'Etat bourgeois.

Mais les camarades, n'apportant aucune véritable critique fondamentale et systématique du front populisme de la LCR et ne remettant nullement en cause sa capitulation à l'antisoviétisme, sont incapables d'avancer pour le prolétariat un programme d'opposition intransigeante à « *sa* » propre bourgeoisie. Leur politique reste même profondément marquée par l'ouvriérisme. Qu'une organisation ayant une taille significative doive s'implanter dans la classe ouvrière est une évidence pour les marxistes ; mais la question clé est : sur quel programme ? Nous tenons même à mettre en garde les camarades. Qu'ils méditent sur la dérive d'un groupe comme LO qui a fait de « *l'implantation dans les entreprises* » son critère principal. Résultat : un ékonomisme grossier avec ses corollaires, une dangereuse étroitesse nationale et une nauséabonde indifférence à l'oppression et à la terreur racistes.

Ce n'est pas « *l'implantation ouvrière* » qui a vraiment manqué à la LCR lors des grèves de la SNCF ou des infirmières. Si comme les camarades le soulignent avec raison « *avec la direction actuelle, loin de se situer en force d'avant-garde, nous apparaissions le plus souvent comme les gestionnaires hon-*

nêtes du mouvement, n'indiquant pas les voies et les moyens pour aller plus loin, contrer les manœuvres des réformistes et se préparer à la grève générale pour faire céder Rocard » (Rouge n° 1330, 24-30 novembre 1988), c'est précisément parce que la LCR n'a plus d'autre « *perspective* » que de porter au pouvoir un front populaire ou un autre, parce qu'elle a abandonné la lutte pour le Programme de transition - le programme qui part des intérêts et des besoins ressentis par les travailleurs pour les conduire à instaurer leur propre pouvoir : le gouvernement ouvrier. Critiquant « *les manœuvres [de la LCR] avec les sociaux-démocrates et autres bureaucrates* » qui font office de « *travail syndical* », le camarade Cazin, dans sa lettre de démission, concluait de son expérience syndicale à la LCR ce que devait être un véritable travail communiste dans les syndicats : « *[...] la construction de fraction sur le programme d'action des masses aujourd'hui : le Programme de transition, et ce pour prendre la direction des syndicats en opposant le programme de la révolution à celui des traîtres réformistes staliniens et sociaux-démocrates* ».

LIQUIDER L'HERITAGE DU PABLISME

Pendant que la LCR rampait devant Juquin, la LTF réalisait, en 1988, une fusion, sur la base du programme trotskyste, avec Tribune communiste, un groupe issu du courant « *antiopportuniste* » du PCF. Ce courant à la particularité d'avoir été fondé en 1954 par une ancienne collaboratrice de Pablo, Michèle Mestre, qui poussa le liquidationnisme pabliste jusqu'à son terme logique dans la France des années 50 en devenant stalinienne. La rupture de Tribune communiste avec le stalinisme ne fut donc consolidée que quand ils eurent aussi rompu avec le pablisme. En ce sens aussi, cette fusion est exemplaire pour des oppositionnels de gauche potentiels dans la LCR. Comme nous l'écrivions dans le *Bolchévique* de mars 88 : « *Plus de vingt ans après la scission pabliste, la lutte pour la renaissance du trotskysme en France s'annonçait toujours comme une lutte pour surmonter et liquider l'héritage du pablisme. En mettant fin à l'étrange et tragique parenthèse historique du groupe Mestre, la fusion entre Tribune communiste et la LTF nous rend mieux armés pour notre tâche qui est de fermer ces parenthèses plus larges dans l'histoire du mouvement ouvrier que sont le pablisme et le stalinisme. Reformons la Quatrième Internationale!* »

Ligue trotskyste de France, le 20 janvier 1989

BROCHURES DE LA LTF

Comment le SU et la LCR ont, à la fin des années soixante-dix, entamé le cours qui amènera Krivine dans le bourbier Juquin.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur Lutte ouvrière...

15 F port inclus

25 F port inclus

LA GUERRE FROIDE POUSSE LA LCR ET LE SU DANS LA SOCIAL DEMOCRATIE

documents des oppositionnels trotskystes dans le GIM, l'IMG et la LCR

Lutte ouvrière : ékonomisme et étroitesse nationale

Qu'est-ce qu'une direction révolutionnaire? (Bolchévique) La Spartacist League, la majorité à VKI (London)

Ecrire au « Bolchévique » : B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Alors que Pékin encourage les forces capitalistes

Émeutes racistes en Chine

La République populaire de Chine, dans la dixième année d'efforts accomplis par le régime de Deng Xiaoping pour « construire le socialisme avec des méthodes capitalistes », a généré une explosion d'émeutes racistes. Le programme de Deng, avec la décollectivisation et la production privée dans les campagnes jointes à une « porte ouverte » aux capitaux étrangers (sous forme d'exemptions fiscales plus main-d'œuvre, terrains et matières premières bon marché), a engendré un climat social de concurrence sauvage, de chauvinisme et de corruption. C'est ainsi que, fin décembre, le monde a assisté à un spectacle effrayant : des émeutes racistes d'étudiants chinois contre les étudiants d'Afrique noire (et autres étudiants à la peau foncée) dans les universités chinoises.

Le samedi 24 décembre 1988, au cours d'une fête organisée par des étudiants étrangers à l'université Hehai de Nankin, des tensions raciales accumulées de longue date ont explosé quand un vigile chinois refusa de laisser entrer deux Chinoises accompagnées de leurs amis africains. Il s'ensuivit une violente dispute qui dégénéra rapidement en quasi-pogrome. Au cours des incidents qui se poursuivirent plusieurs jours durant, des manifestants chinois, parfois au nombre de plusieurs milliers, lançaient des pierres, brisant les vitres des foyers où vivent les étudiants africains, et criaient « diables noirs » et d'autres injures racistes. Les étudiants noirs, qui avaient été rejoints, en signe de solidarité, par d'autres étudiants étrangers (dont des Américains), réussirent finalement à se réfugier dans la gare de Nankin.

Le soir du lundi 26, la police conduisit les étudiants assiégés dans un hôtel à l'extérieur de la ville. Cette mesure, présentée comme destinée à protéger les étudiants, était plus une mise en résidence surveillée. D'après des témoins, la police chinoise fit se déshabiller un certain nombre d'étudiants africains, les passa à tabac à coups de bâton et les tortura avec des aiguillons électriques à bétail. Pour quarante-quatre de ces étudiants africains, il fallut une grève de la faim de deux jours et l'énorme retentissement international de l'affaire, extrêmement embarrassant pour la bureaucratie chinoise, pour obtenir finalement leur libération.

L'explosion à l'université de Hehai a rapidement déclenché d'autres incidents racistes dans l'Est de la Chine. A l'Institut de langues de Pékin, où des étudiants africains étaient engagés dans un boycott des cours pour protester contre la discrimination raciale dans l'établissement et pour exiger la libération des étudiants de Nankin, des centaines d'étudiants chinois manifestèrent pendant plusieurs heures, le 3 janvier, avec des banderoles en chinois et en anglais où l'on pouvait lire : « Nous exigeons la sécurité sur le campus », « Hooligans go home » et « Respect pour les droits des femmes » (Newsday, 4 janvier).

A l'université d'études agronomiques de Zhejiang, à Hangzhou, les étudiants africains (en grande majorité des hommes, et qui restent jusqu'à six ans étudiants en Chine) ont été soumis à de nouveaux règlements qui leur interdisent de fréquenter plus d'une Chinoise, laquelle doit se faire officiellement enregistrer auprès des autorités ! En même temps, une campagne de rumeurs, systématiquement entretenue,



Des étudiants chinois terrorisent des étudiants africains dans une campagne marquée par le chauvinisme mâle et le racisme. La police a battu et torturé des Africains sous couvert de les « protéger ».



accuse les étudiants africains d'être porteurs du SIDA. Cette campagne, menée aux cris de « Protégeons nos femmes » des étudiants africains, est profondément marquée par le chauvinisme mâle et le racisme. C'est de l'ordure réactionnaire pure et simple.

TOUT LE VIEUX FATRAS REMONTE DANS LA CHINE DE DENG XIAOPING

Les étudiants chinois « justifient » leurs agressions racistes collectives et leur hostilité à l'encontre des étudiants africains comme une réaction à la situation « privilégiée » des Africains : « Beaucoup d'étudiants chinois sont apparemment mécontents des avantages dont les étudiants africains bénéficient en tant qu'étrangers, comme des bourses plus importantes et de meilleurs logements. Les étudiants africains ont des chambres individuelles, tandis qu'à l'université de Hehai, où l'agitation de ce week-end a commencé, les étudiants chinois sont logés à huit par chambre » (New York Times, 27 décembre 1988).

Dans la Chine de Deng, il est certain qu'existent des privilèges et des inégalités considérables contre lesquelles se mobiliser, mais les petits avantages dont bénéficient les étudiants étrangers (et donc pas juste les étu-

dants africains) sont seulement marginalement plus importants que ceux de leurs collègues chinois. Au sommet de l'échelle, il y a la bureaucratie stalinienne chinoise, les petits capitalistes, et les hommes d'affaires occidentaux et japonais, dont certains dirigent de grandes entreprises. Pourtant, les étudiants ne manifestaient pas contre les vrais privilégiés de la Chine populaire.

Il existe assurément une démoralisation et un sentiment de frustration très profonds dans la jeunesse chinoise. Les millions d'ouvriers et de paysans qui croyaient qu'ils « construisaient le communisme » pendant le désastreux « grand bond en avant », les jeunes et les étudiants qui s'engageaient en masse dans les gardes rouges maoïstes pendant la « révolution culturelle », sont devenus politiquement désabusés et absorbés dans des préoccupations étroitement personnelles. Deng Xiaoping et Zhao Ziyang ont promis monts et merveilles à tout le monde (faites-vous une place sur le marché, et chacun pour soi !), mais aujourd'hui les étudiants voient que leur pays est toujours misérablement pauvre et arriéré. Ces jeunes, qui ne voient pas de véritable alternative communiste, adoptent certains des aspects les plus repoussants de la culture bourgeoise occidentale.

Jusqu'à ce qu'en 1971 Mao Ze-dong

scelle son alliance avec l'impérialisme américain (pendant que les B-52 écrasaient le Vietnam sous les bombes), le stalinisme chinois était vu par beaucoup comme l'allié combatif du « tiers monde » contre les grandes puissances impérialistes. Les portraits de Mao en compagnie des dirigeants des nouveaux pays noirs d'Afrique étaient monnaie courante. Des Noirs américains de gauche comme Robert F. Williams voyaient (à tort) dans la Chine la voie à suivre, et à la fin des années 60 faisaient des visites dans ce pays, où ils avaient le sentiment qu'on les traitait avec un respect et une dignité qu'on leur refusait dans l'Amérique raciste. Et il est certain que quels qu'aient été les crimes brutaux et les stupidités des gardes rouges, ils ne participaient pas à des émeutes racistes.

Deux ans avant le *Manifeste communiste*, Karl Marx écrivait que « le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire [du communisme] pour cette raison encore que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras » (cité dans *la Révolution trahie*). Dans la Chine d'aujourd'hui — produit de quarante années de règne d'une bureaucratie stalinienne qui s'est attelée à la tâche objectivement irréalisable de construire « le socialisme » dans un pays terriblement arriéré économiquement — le « vieux fatras » ressurgit avec férocité.

Pendant des millénaires, la Chine impériale (l'empire du milieu) a été un grand centre de civilisation isolé. Le mot chinois pour étranger était « barbare ». Ce à quoi nous assistons aujourd'hui représente en partie un retour à la xénophobie et au racisme hants. Et l'exemple vient de haut. L'élite bureaucratique qui dirige la République populaire, que ce soit sous Mao ou Deng, est profondément nationaliste, et elle rêve de rendre à un nouvel empire du milieu la place qui lui est due dans le monde. En 1984, Deng Xiaoping proposait de *quadrupler* la production nationale d'ici l'an 2000, au moyen du marché libre dans les campagnes et d'une « porte ouverte » à l'Occident impérialiste. Quand cela sera réalisé, écrivait Deng, « l'influence internationale de la Chine sera aussi très différente, et la puissance de notre pays sera devenue vraiment forte ».

La Chine de Deng considère l'Occident et le Japon comme des alliés et des partenaires économiques. Elle a cessé de proclamer sa « solidarité » avec le tiers monde appauvri et exploité. Alors que jadis Pékin faisait un triomphe aux chefs d'Etat africains et asiatiques, maintenant c'est pour les banquiers de Wall Street, Francfort et les industriels japonais qu'on déroule le tapis rouge quand ils visitent la Chine. Pas étonnant que les étudiants chinois manifestent le même mépris raciste pour les Africains noirs que celui que l'on voit dans les universités de Harvard ou de Today.

Trotsky disait qu'un des plus grands crimes de Staline avait été de transformer un grand nombre de jeunes révolutionnaires idéalistes en gens politiquement cyniques. C'est aussi l'un des grands crimes que le stalinisme chinois, que ce soit sous Mao ou sous Deng, a perpétré à l'échelle d'un pays entier. Mais maintenant, ça a dépassé de très loin le cynisme politique : dans cet Etat

Lettre ouverte à la section PCF de Vaulx-en-Velin

Vaulx-en-Velin est une ville ouvrière et immigrée de quarante mille habitants près de Lyon. Le maire PCF, Maurice Charrier, se proclame antiraciste et se vante de n'avoir jamais loué de salles aux fascistes. Seulement voilà : le 20 décembre dernier, le candidat du FN sur Vaulx monte une provocation raciste, dans son quartier, à sept nervis contre trois jeunes. L'un d'eux n'est sauvé que par l'intervention de l'une des familles. Les jours suivants, les fascistes reviennent parader encore plus nombreux. Face à eux, quelques dizaines de jeunes se rassemblent les 21 et 22 décembre. Les dirigeants du PCF accourent alors, pour faire taire la juste colère des jeunes et prêcher la confiance dans les flics, au lieu de mobiliser la classe ouvrière. L'édition Rhône-Alpes de l'Humanité en rendra fièrement compte le 21 janvier.

Face à ce scandale, nos camarades de Lyon ont décidé d'envoyer une lettre ouverte au bureau de section du PCF. La voici.

Camarades,

Le 20 décembre dernier, des militants du Front national, en tenue paramilitaire, provoquaient les jeunes de la cité Lakanal de Vaulx. Provocations ra-

cistes, parades, les fascistes attaquent trois jeunes Maghrébins. La réaction immédiate des voisins évite le pire. Bien évidemment, le lendemain et le surlendemain, les jeunes du quartier, révoltés, se retrouvent à quarante ou cinquante face aux barbouzes qui sont renforcés entre-temps. Quelques dizaines face à cette milice fasciste, [cela] pouvait devenir aventuriste et dangereux. Il fallait une mobilisation ouvrière/immigrée massive.

Par contre, dès le 22, vous avez dépêché sur place Charrier, le maire; Bailly-Maitre, le secrétaire départemental de la JC; et d'autres. Mais ce n'est pas pour organiser ces jeunes et une riposte à la hauteur pour donner à cette racaille la leçon qu'elle mérite, c'est pour vendre la camelote réformiste habituelle de confiance dans l'Etat bourgeois, ses flics et autres bandes armées. Vous êtes intervenus pour faire rentrer chez eux les jeunes et pour les faire taire.

Toute votre « action » antifasciste sera l'envoi par Charrier de trois baffouilles. Une aux flics (« oubliant » certainement Ali, Malika, Abdel, Malik, Laïd et toutes les autres victimes de Pasqua/Joxe), une autre au préfet de police (celui qui a signé par dizaines les arrêts d'expulsion), la dernière à Logirel (!?) [le candidat du Front na-

tional à la mairie de Vaulx-en-Velin habite un des appartements gérés par cette société].

Face à la montée des fascistes, l'inaction ne peut que renforcer ceux-ci. Racisme et antisoviétisme ont été le fumier répandu par Mitterrand sur lequel Le Pen a pu se développer. La passivité totale des directions ouvrières n'a fait que paver la voie à Le Pen. La manifestation de front unique du PC du 27 janvier 1988 sur le mot d'ordre « Le Pen ça suffit » (à laquelle nous avons pris part immédiatement) a été bien vite enterrée sur l'autel du vote Mitterrand. Un parti révolutionnaire aurait guidé ces jeunes vers la classe ouvrière, la seule force sociale capable de faire goûter à cette racaille le pavé qu'elle arpentait si fièrement. Ces jeunes ont des parents qui travaillent (et certains travaillent eux-mêmes) à RVI, à Rhône-Poulenc, dans la métallurgie, la chimie, le bâtiment, les communaux, etc.; bref, dans les secteurs industriels qui rendent la classe ouvrière lyonnaise puissante. C'est cette puissance qu'il faut mobiliser, en se tournant vers toutes les organisations ouvrières de ces entreprises (syndicats, partis, etc.) et des autres. LA MOBILISATION DE QUELQUES CENTAINES D'OUVRIERS, DE SYNDICALISTES ET D'IMMIGRES AURAIT BALAYE CES FASCISTES

(et encore plus rapidement qu'on l'imagine). Mobiliser la classe ouvrière de façon indépendante de l'Etat bourgeois, telle est la perspective pour gagner. De même que vos députés, pour ne pas gêner le gouvernement bourgeois de Rocard, ont laissé passer le budget d'austérité (juste après que le gouvernement ait envoyé l'armée contre les grévistes de la RATP) et les crédits militaires (permettant à Mitterrand de continuer à préparer à coups de milliard de francs la guerre contre l'URSS), dans cette action, vous avez prôné la confiance dans l'Etat bourgeois et la passivité face aux fascistes.

Ce sont les mobilisations ouvrières/immigrées qui écraseront les fascistes, et non pas les flics! Flics hors des quartiers immigrés!

C'est un gouvernement ouvrier qu'il nous faut, et non pas un nouveau gouvernement d'Union de la gauche/front populaire!

Un tel gouvernement ouvrier naîtra du renversement de l'Etat bourgeois par la révolution ouvrière, sous la direction d'un parti léniniste-trotskyiste, tribun des peuples opprimés, et non pas de pressions sur la bourgeoisie!

Pour la LTF Lyon,
Myriam Mercier

ouvrier bureaucratiquement déformé, où les dirigeants du pays chantent les louanges du marché et de la concurrence, toute une couche d'étudiants chinois privilégiés se comportent comme des yuppies « socialistes » avides, racistes et chauvins.

La classe ouvrière chinoise et tous les autres secteurs de la société qui gardent fût-ce une once d'internationalisme, doivent empêcher ces atrocités racistes à chaque fois qu'elles se produisent. Mais en même temps, il est important de comprendre qu'on vole aujourd'hui leurs droits de naissance aux enfants de la Révolution chinoise, et qu'ils sont les victimes d'une énorme escroquerie. La « construction du socialisme avec des méthodes capitalistes » a conduit non à la modernisation du pays, mais à une explosion de petit capitalisme et à de gigantesques inégalités, à la ville comme à la campagne.

En 1985 existaient déjà d'énormes disparités entre paysans riches et paysans pauvres. La presse citait régulièrement des cas de paysans gagnant dix mille yuans par an, vingt à trente fois le revenu national par habitant! L'unité de base pour la production, la comptabilité et la distribution est maintenant l'exploitation paysanne individuelle - les staliniens chinois sont revenus trente ans en arrière, au tout début de la collectivisation agricole.

En même temps, des dizaines de millions de paysans pauvres ont afflué dans les villes, dans une quête illusoire de la richesse. A la place de la prospérité pour les masses, ce qu'on trouve aujourd'hui en Chine c'est... tout le vieux fatras. Dans la province méridionale de Canton, le travail des en-

fants a fait sa réapparition. A Pékin, des sans-abri vivent de mendicité, et d'autres volent pour vivre. Dans le sud de Canton, existe maintenant une petite armée de mendiants de jour, dont beaucoup vivent, la nuit, du jeu et de la prostitution.

Après quarante ans de zigzags et d'aventurisme staliniens, l'économie et la société chinoises sont en ruines. L'inflation approche les 50% par an; la dette extérieure atteint deux cent quatre-vingts milliards de francs. Et le gouvernement « envisage » de retirer et de redéployer (lire licenciement) deux millions et demi d'ouvriers actuellement employés par l'Etat. La perspective de licenciements (et de chômage) massifs est le résultat inévitable de l'érosion de la planification centralisée et de l'accent mis sur la concurrence entre entreprises et entre régions. Le 19 octobre dernier, le *Guardian* de Londres écrivait : « Pour rendre les usines chinoises commercialement viables, il faudrait renvoyer jusqu'à trente millions d'ouvriers, ou 20 à 30% de tous les ouvriers des industries urbaines. Permettre au marché de fixer les prix signifierait inévitablement de vrais sacrifices pour des millions de gens. »

Il y a des indices qui montrent que la classe ouvrière résiste à l'inflation galopante et aux tentatives du gouvernement pour briser la garantie du travail à vie (le « bol de riz en fer ») qui est devenue traditionnelle depuis la révolution. En novembre, par exemple, les dockers de Tan Keu (un port important à environ deux cents kilomètres au sud-est de Pékin) ont commencé une grève du zèle qui a paralysé le port. Cette action faisait partie d'une série de luttes ouvrières qui se sont multipliées l'année dernière et qui, entre janvier et juillet, se sont traduites par quarante-neuf grèves d'après les chiffres officiels (le chiffre réel est sans aucun doute beaucoup plus élevé).

POUR LA REVOLUTION POLITIQUE PROLETARIENNE !

Des éléments ouvertement procapitalistes émergent maintenant à l'intérieur de la bureaucratie stalinienne. Récemment, trois économistes en vue, qui ont des liens étroits avec le régime de Deng, ont proposé de « transférer la propriété de toutes les sociétés d'Etat chinoises à des actionnaires parmi les-

quels figureraient des personnes privées, des universités, des institutions et des administrations locales » (*New York Times*, 10 janvier). Cependant, la restauration du capitalisme en Chine ne peut pas avoir lieu simplement par décret bureaucratique, par la promulgation de nouvelles lois et autres.

La Révolution chinoise qui triomphait en 1949 à la pointe des baïonnettes de l'Armée rouge de Mao, et sans la participation de la classe ouvrière, était, malgré ses profondes déformations bureaucratiques, un événement historique de portée mondiale. Des centaines de millions de paysans se soulevèrent et s'emparèrent des terres sur lesquelles leurs ancêtres avaient été cruellement exploités depuis des temps immémoriaux. Le pouvoir des seigneurs de la guerre meurtriers, des usuriers vampires, des propriétaires fonciers rapaces et de la lamentable bourgeoisie chinoise fut détruit. Des pratiques barbares enracinées dans le vieil ordre confucéen, comme le bandage des pieds des femmes, furent abolies. Une nation qui avait été conquise et divisée pendant un siècle par les puissances étrangères fut unifiée et libérée du joug impérialiste. Ces acquis fondamentaux de la Révolution chinoise, les ouvriers et les paysans pauvres les défendront. Ils ne pourront être renversés que par une guerre civile, un cataclysme social d'une grande ampleur.

Mais ce que fait la bureaucratie met en danger et érode les acquis de la révolution, renforçant ainsi puissamment les forces qui poussent à la restauration du capitalisme. Viscéralement hostiles

au programme léniniste de révolution socialiste mondiale, les bureaucraties staliniennes nationalistes, de Moscou à Pékin, cherchent un *modus vivendi* avec les impérialistes. Le régime de Deng est allé encore plus loin, en faisant de la Chine l'alliée de l'impérialisme américain (par exemple en attaquant et en assiégeant le Vietnam). Il a aussi ouvert le pays à une pénétration économique et à des pressions impérialistes accrues. Et l'arriération de la Chine rend cette pression particulièrement forte.

L'alternative à l'« ouverture » de la Chine au capitalisme n'est pas l'autarcie nationale, à la manière du « grand bond en avant » de Mao, mais une véritable planification socialiste internationale. Et il faut pour cela la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés - et notamment au Japon, la grande métropole industrielle d'Asie - et la révolution politique prolétarienne contre les bureaucraties staliniennes, non seulement à Pékin mais aussi à Moscou. Un gouvernement ouvrier révolutionnaire en Chine, basé sur la démocratie des soviets, se fixerait comme objectif une croissance économique équilibrée, assurant ainsi une hausse régulière du niveau de vie pour la population. Mais cela ne peut pas être fait uniquement sur la base des ressources disponibles en Chine. La modernisation de la Chine, le plus grand pays du monde avec sa culture riche et ancienne, est une grande tâche pour la révolution prolétarienne internationale et pour un ordre socialiste mondial.

- Adapté de Workers Vanguard n° 469

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tel: 35 73 74 47

Lyon Spartacist
BP 7105
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17



LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Pas Juifs contre Arabes mais classe contre classe !

Ecraser le sionisme par la révolution socialiste

La poignée des premiers colons juifs européens qui arrivèrent à la fin du XIX^e siècle en Palestine, qui faisait alors partie de l'Empire ottoman, ne voulaient, pour la plupart d'entre eux, ni expulser, ni assujettir la population arabe autochtone. Beaucoup d'entre eux étaient des socialistes utopiques qui cherchaient à construire une société paysanne collectiviste. Ils pensaient qu'ils pouvaient venir sur une terre arabe et recruter d'autres Juifs qui se joindraient à eux, ou alors, avec un peu de culot, chercher à gagner quelques *fellahin* (paysans) arabes musulmans ou chrétiens à leur manière de voir. La première solution avait plus de chances de réussir, mais aucune n'était destinée à semer la haine délibérée entre les peuples.

Les sionistes devaient prendre une troisième voie. Après avoir cherché un parrainage parmi les impérialistes les plus réactionnaires dans le but de faire cause commune pour débarrasser l'Europe des Juifs (le groupe Stern d'Itzhak Shamir a y compris proposé une alliance avec Hitler), ils eurent finalement leur grande chance avec le génocide perpétré par les nazis. Jusqu'à la fin des années 1930, le sionisme n'avait que très peu d'écho parmi les Juifs, même dans les pays qui les persécutaient férocement comme la Russie tsariste et plus tard la Pologne de Pilsudski. Les Juifs en Europe, dans leur écrasante majorité, étaient politiquement plutôt socialistes et internationalistes ; ils envisageaient la lutte contre leurs propres capitalistes aux côtés de leurs frères de classe prolétariens. En Palestine, des communistes juifs tels que Leopold Trepper furent expulsés par les maîtres coloniaux britanniques pour s'être engagés dans une lutte de classe conjointe avec les travailleurs arabes.

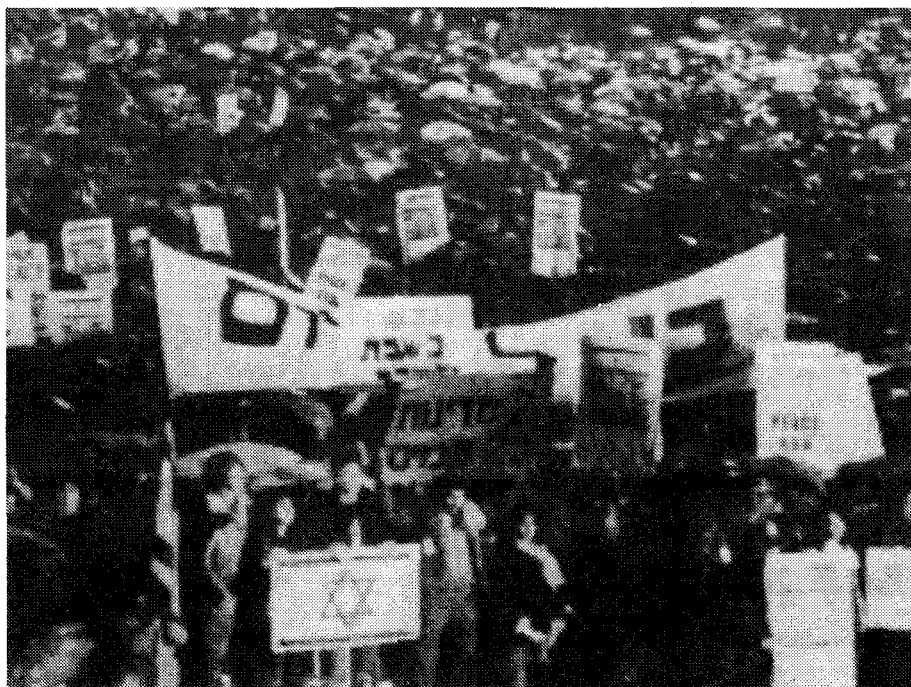
Dans l'immédiate après-guerre, une vague de rescapés de l'Holocauste, que la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis avaient refoulée, a abouti en Palestine, mais depuis sa formation en 1948 très peu de Juifs américains et européens ont rejoint l'Etat d'Israël. Il est par exemple significatif que les cinquante mille Juifs pieds-noirs qui ont quitté

l'Algérie au lendemain de l'indépendance se soient pratiquement tous installés en France. L'immigration vers Israël a été constituée, dans une très large mesure, de Juifs sépharades qui avaient vécu pendant des siècles dans l'Orient arabe. Même là, le Mossad a délibérément provoqué des campagnes antisémites dans les pays arabes pour pousser les Juifs à fuir sous le coup de la peur.

Pendant des décennies, l'élite ashkénaze d'Israël - d'origine européenne - a traité avec arrogance et mépris les Juifs sépharades, plus arriérés culturel-

est un Juif marocain.

Les Juifs européens et américains sont, dans leur écrasante majorité, assimilationnistes, cherchant à vivre parmi leurs voisins non juifs, et pas à déclencher une « guerre sainte ». Une lettre au *Jerusalem Post*, signée par des responsables de l'Association américaine des rescapés de l'Holocauste, dénonçait récemment les projets de « transferts » comme « violant les principes juifs traditionnels de justice et de compassion et répugnants eu égard à la mémoire des déportations de Juifs européens en 1940. » La cause du « Grand Israël » a



Tel-Aviv, décembre : des dizaines de milliers de manifestants exigeaient des négociations avec l'OLP (à gauche). A droite, Pérès et Shamir, frères jumeaux du sionisme meurtrier.

lement, qui constituent aujourd'hui la majeure partie du prolétariat israélien. Eprouvant un ressentiment profond vis-à-vis de l'élite ashkénaze placée au-dessus d'eux, ces derniers ont canalisé leur haine sociale dans un racisme violent à l'égard des Arabes qui se trouvent au-dessous d'eux. Les Sépharades sont devenus, ainsi, la base électorale essentielle du Likoud et des partis sionistes extrémistes. Aujourd'hui, c'est à eux que s'adresse Kahane lorsqu'il lance ses appels fascistes. Mais cette couche sociale opprimée n'est pas nécessairement entièrement vouée au fanatisme sioniste. Mordechai Vanunu

est une base très étroite au niveau international.

L'*Intifada* pose crûment au peuple de langue hébraïque la question de son avenir : ou bien devenir les nazis du Moyen-Orient, de plus en plus isolés même par rapport à la diaspora juive, ou bien de se soulever contre leurs propres dirigeants.

L'Etat sioniste n'a même pas la relative stabilité de la couche dirigeante blanche d'Afrique du Sud. Sa base industrielle est trop étroite et, plus important encore, est trop peu nombreuse. De plus, le cours expansionniste du gouvernement israélien fait des quatre millions de Juifs d'Israël des boucs émissaires tout désignés pour les dirigeants arabes qui cherchent à empêcher les cent millions d'Arabes de la région de se soulever contre leurs propres exploités dans leur propre pays. Tôt ou tard, le bunker israélien finira par craquer dans une guerre avec les Etats arabes voisins, et alors les fous sionistes, les Shamir, les Rabin et les Sharon pourraient bien utiliser leur arsenal nucléaire.

Dispersés à leur tour dans la diaspora, les Palestiniens, l'une des populations les plus radicalisées et les plus instruites de l'Orient arabe, peuvent jouer un rôle déterminant pour abattre tout cet assemblage misérable de terroristes d'Etat sionistes, de monarques féodaux, de fanatiques religieux et de colonels nationalistes. Les Palestiniens constituent une majorité dans la Jordanie du roi Hussein, une minorité importante dans ce patchwork féodal appelé Liban, une couche stratégique de la force de travail dans les champs de pétrole du golfe Arabo-Persique. En rompant avec le nationalisme petit-

bourgeois et en épousant l'internationalisme prolétarien, les Palestiniens peuvent être à l'avant-garde de la révolution socialiste au Moyen-Orient.

Le peuple palestinien a été sacrifié par chaque cheik, chaque nationaliste démagogue, chaque colonel « progressiste » ou imam féodaliste au Moyen-Orient. Leurs propres dirigeants petits-bourgeois, qui ne seront pas moins corrompus que les autres si leur aspiration à devenir une classe dirigeante se réalisait, les opprimeront sans plus de problèmes de conscience que les sionistes aujourd'hui. Il n'y a pas eu besoin d'un Sharon pour perpétrer le Septembre noir ou d'un Rabin pour détruire la ville syrienne de Hama. C'est « normal » pour le Moyen-Orient et c'est la voie « normale » de consolidation des nations à l'époque de l'impérialisme décadent. La seule issue, c'est une révolution sociale contre les maîtres arabes et islamistes et c'est de gagner à cette cause des pans entiers de la classe ouvrière juive dans la lutte contre les dirigeants sionistes.

Nous n'entretenons pas l'illusion qu'il sera facile de surmonter le chauvinisme intense, la haine et la peur des Arabes qui animent les masses de

langue hébraïque, et particulièrement sa composante sépharade. Probablement, seuls de grands événements historiques, tels qu'une humiliation et une défaite d'Israël dans une guerre ou une crise économique cataclysmique, pourraient détacher une section du prolétariat de langue hébraïque des sionistes, et poser ainsi les bases d'un parti ouvrier révolutionnaire de masse en Israël. Pour qu'une telle issue victorieuse soit possible, il faut cristalliser un noyau trotskyste en Israël au sein des militants ouvriers, des étudiants de gauche, et particulièrement de la population arabe palestinienne opprimée.

La lutte pour les droits démocratiques de tous les peuples du Moyen-Orient et pour la survie et l'émancipation des Palestiniens doit nécessairement balayer le royaume hachémite de Jordanie, le régime sanguinaire baassiste en Syrie, abattre la structure médiévale pourrie du Liban et détruire l'Etat-garnison d'Israël. Cette lutte doit placer le prolétariat révolutionnaire avec son parti d'avant-garde à la tête des exploités et des opprimés, et ne peut trouver son accomplissement que dans le cadre d'une fédération socialiste du Moyen-Orient.

Alors, il sera possible de satisfaire les revendications nationales justes de la mosaïque de nationalités au Moyen-Orient. Il serait même possible de s'arranger pour que les rabbins puissent prier devant le Mur des lamentations et les imams à la mosquée Al Aqsa sans qu'ils s'entretuent. Et le reste de nous, les nombreux non-croyants de toutes origines religieuses et culturelles, seront enfin capables de nous rencontrer de nouveau à Jérusalem en paix.

- Adapté de *Workers Vanguard* n° 468

De la «révolution arabe»
à la Pax americana

**La question
palestinienne
après le Liban**

Ligue trotskyste de France
tendance spartaciste
internationale

BROCHURE DE LA LTF

La fiction de l'« unité arabe » derrière la cause palestinienne s'est effondrée dans les ruines de Beyrouth écrasé sous les bombes sionistes.

Cette brochure rassemble une série de quatre articles publiés dans « Workers Vanguard », le journal de nos camarades américains, qui vont de la création de l'Etat sioniste à l'alliance anti-soviétique de Washington et des régimes réactionnaires arabes sur le dos des Palestiniens.

Pour toute commande :
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Révolte...

Suite de la page 16

York Times, 18 octobre 1988).

L'Intifada n'est pas une insurrection armée contre les forces d'occupation israéliennes. La révolte a utilisé, dans une large mesure, les armes de la guerre économique. Pendant des années, les Israéliens ont transformé l'occupation en une opération très profitable pour eux. La Cisjordanie était devenue un marché captif pour un quart des exportations totales d'Israël; la plus grande partie du reste provient de son commerce d'armement avec les divers despotes du tiers monde. Les villageois de Cisjordanie vendaient la majeure partie de leur production agricole en Jordanie, acquérant ainsi les fonds pour acheter des biens de consommation de fabrication israélienne. La Cisjordanie a été aussi un relais par lequel transitaient les produits israéliens avant de parvenir dans les pays arabes, contournant ainsi le boycott commercial arabe. En même temps, plus de cent mille Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie traversaient quotidiennement la Ligne verte (la frontière d'avant 1967), fournissant ainsi une main-d'œuvre surexploitée et bon marché pour l'agriculture, les ateliers et l'industrie du bâtiment et des services israéliens.

Un des enjeux majeurs de l'Intifada est de rompre ces liens économiques. Le boycott commercial vise, avec un certain succès, à remplacer les marchandises de fabrication israélienne par des produits palestiniens. Le flux de travailleurs palestiniens a été interrompu à la fois par une série de grèves et de protestations, et par les mesures répressives de l'armée - couvre-feu, barages routiers et terreur de masse. En plus de ce manque à gagner économique, il faut ajouter l'augmentation colossale des dépenses militaires directes, affaiblissant encore davantage la fragile économie israélienne. Confronté aux déficits massifs du budget et du commerce extérieur, le gouvernement d'« unité nationale » Likoud/travailleurs a imposé, le printemps dernier, un programme d'austérité drastique accompagné de coupes sombres dans tous les programmes sociaux y compris dans la protection sociale. Des licenciements massifs étaient imminents au lendemain des élections. Tout cela a déjà provoqué un grand nombre de grèves longues et dures dans le secteur de la santé.

Cependant, si l'Intifada a affecté défavorablement l'économie israélienne, les Palestiniens demeurent de loin beaucoup plus vulnérables à la guerre économique israélienne. En fait, l'étranglement économique constitue le principal moyen qu'utilise Israël pour soumettre les villages cisjordaniens en rébellion. La nourriture, les combustibles et l'eau sont déjà coupés et le blocus militaire empêche les Palestiniens d'écouler leur récolte.

Les images des Palestiniens horriblement opprimés, luttant contre l'Etat sioniste, ont provoqué des courants de sympathie à travers le monde. La gauche impressionniste applaudit à tout rompre et veut voir dans le soulèvement économique la voie de la victoire contre Israël, tout comme elle voulait voir dans les révoltes des townships noirs la fin de l'apartheid sud-africain. Les Noirs sud-africains combattifs ont pour un temps réussi à imposer un double pouvoir dans les townships ségrégués comme Soweto. Malgré tout, l'Etat raciste blanc et ses forces armées sont restés intacts et ont finalement étouffé la révolte. Le même danger menace l'Intifada si les Palestiniens ne rompent pas avec leur direction nationaliste qui utilise leur héroïsme comme levier dans leurs manœuvres visant à faire pression sur les maîtres de Jérusalem dans le cadre de la Pax americana.

- Adapté de Workers Vanguard n° 466

« Intifada »...

Suite de la page 16

Israéliens tiennent pour acquis, de manière arrogante, que les Etats-Unis n'ont pas d'autre alternative que de continuer à soutenir les fous furieux sionistes à Jérusalem.

Contrairement à ce que peut penser la gauche impressionniste, Israël n'est pas simplement un régime fantoche à la solde des Etats-Unis. La bourgeoisie israélienne a ses propres objectifs nationaux expansionnistes, et elle possède les ressources militaires pour les poursuivre, ou, si elle n'y réussit pas, pour entraîner avec elle la région et peut-être le monde entier dans un holocauste nucléaire. Même si un gouvernement plus accommodant arrivait au pouvoir à Jérusalem, toute tentative de se retirer des territoires occupés provoquerait probablement une guerre civile à l'intérieur d'Israël. D'un autre côté, le jeu de chaises musicales qu'a représenté la constitution du dernier cabinet reflète un profond malaise dans la société juive israélienne.

D'après l'édition internationale du *Jerusalem Post* (31 décembre 1988), « des dizaines de milliers de personnes » ont participé, le 24 décembre à Tel-Aviv, à un rassemblement de la Paix maintenant pour exiger des discussions avec l'OLP, une position soutenue, d'après un récent sondage, par plus de la moitié de la population israélienne. Cette manifestation est la plus importante qu'on ait vue depuis la désastreuse invasion israélienne au Liban, en 1982. En même temps, la moitié de la population est favorable à l'expulsion par la force des Palestiniens des territoires occupés. Les Juifs israéliens s'agrippent désespérément à n'importe quoi qui ressemble à un moyen de sortir d'un état de guerre perpétuel.

UN « MINI-ETAT » NE SERAIT QU'UN BANTOUSTAN

Pour le peuple palestinien, toute illusion que le gendarme impérialiste américain, le bourreau de l'Indochine, peut jouer le rôle de sauveur, est suicidaire. Les nationalistes palestiniens feraient bien de se rappeler que quand



Landau/Jerusalem Post

Mordechaï Vanunu, enlevé et bâillonné par l'Etat sioniste pour avoir révélé l'ampleur de son arsenal nucléaire.

les Etats-Unis et leurs alliés français et italiens sont intervenus au Liban en 1982, ils l'ont fait pour superviser le désarmement et le départ des combattants de l'OLP à la veille du massacre de Sabra et Chatila. Quoi qui puisse sortir des récents marchandages entre les Etats-Unis et l'OLP, cela n'apportera, et ne peut pas apporter, de solution juste aux revendications nationales du peuple palestinien. Au mieux, si un mini-Etat palestinien se constituait dans les territoires occupés, il ne serait rien d'autre qu'un bantoustan sous la coupe d'Israël et/ou de la Jordanie.

Après plus de douze mois de mas-

sacres indiscriminés, de brutalités et d'arrestations massives, le peuple arabe palestinien des territoires occupés continue à résister et à défier la « poigne de fer » de la terreur israélienne. L'Intifada, « la révolte », a ébranlé la société israélienne, et a surpris le monde par sa détermination. Elle a fait apparaître des fissures dans le front apparemment non critique des Juifs européens et américains avec l'Etat sioniste, et a accru la polarisation au sein de la population de langue hébraïque d'Israël. Elle a aussi mis en lumière l'horrible brutalité de la politique des

droits nationaux des deux peuples, insistant qu'une solution démocratique authentique doit transcender le capitalisme, qui dresse nécessairement une nation contre l'autre: « Reconnaisant le droit à l'autodétermination aussi bien pour les Arabes palestiniens que pour les Hébreux, nous faisons remarquer que ceci ne peut être accompli que sur les deux rives du Jourdain en même temps, incluant tout ce qui constitue actuellement Israël et la Jordanie. Ces revendications nationales, cependant, sont directement contreposées parce qu'elles sont le produit de l'interpéné-



La « poigne de fer » sioniste dans les territoires occupés: des milliers de Palestiniens arrêtés et battus, des centaines de morts.

dirigeants israéliens visant à découper « le Grand Israël » dans la chair du peuple palestinien.

Par-dessus tout, l'Intifada a mis en évidence qu'il n'y a de solution durable au conflit nationaliste, qui ronge le Moyen-Orient depuis plus de quatre décennies, qu'en termes de génocide ou de révolution socialiste.

Une révolte de désespoir a fini par exploser au sein du peuple palestinien, dépossédé pendant des décennies par la terreur et l'expansionnisme israéliens, abandonné et piétiné par ses prétendus protecteurs parmi les dirigeants arabes voisins. La récente déclaration d'indépendance de l'OLP pour un mini-Etat palestinien, reconnu par près de cinquante pays, est vue par les masses palestiniennes comme un acte de défi. Pourtant, ce jeu diplomatique, l'appel aux impérialistes et la recherche d'un compromis avec le parti « travailliste » de Shimon Pérès et du boucher Itzhak Rabin, ne peut déboucher que sur une impasse mortelle. Déjà, déçus par la politique sinieuse d'Arafat, un nombre grandissant de Palestiniens se jettent dans les bras des intégristes musulmans, lesquels partagent avec les sionistes extrémistes une rhétorique irrédentiste.

PAS JUIFS CONTRE ARABES, MAIS CLASSE CONTRE CLASSE !

Quand les nationalistes arabes extrémistes divaguent à propos de jeter les Juifs à la mer, ils alimentent les arguments de génocide des sionistes ultras. La nation de langue hébraïque a le droit d'exister, indépendamment du fait de savoir comment elle est arrivée là, tout comme ont le droit d'exister la nation arabe palestinienne et les autres peuples de la région. Aussi longtemps qu'ils se disputeront chaque pouce de terre, le résultat sera la guerre, les transferts forcés de population et en définitive le génocide.

Les ressources de la région peuvent être équitablement partagées, mais cela requiert la planification et la coopération socialiste internationale. Les droits démocratiques concurrents du peuple de langue hébraïque et du peuple arabe palestinien peuvent être respectés, mais pas dans le cadre des Etats-nations capitalistes. Contre les nationalistes des deux bords, la tendance spartaciste internationale a toujours défendu les

tration historique de deux peuples sur le même territoire [...]. Une solution démocratique authentique et équitable aux revendications nationales concurrentes des Palestiniens et des Hébreux ne peut se faire qu'à travers la formation d'un Etat ouvrier binational arabe-hébreu, dans le cadre d'une fédération socialiste du Moyen-Orient, qui naîtrait de la lutte de classe commune des travailleurs arabes et juifs contre leur classe dirigeante » (« From "People's War" to the "Mini-State" » *Workers Vanguard* n° 58, 6 décembre 1974).

Au fur et à mesure qu'ils avancent eux-mêmes sur la voie menant au génocide, les dirigeants israéliens jouent une partition qui ressemble plus que jamais à celle des nazis: opérations Blitzkrieg pour un *Lebensraum*, *Einsatzgruppen* de commandos libanais pour massacrer des réfugiés sans défense à Sabra et Chatila, camps de concentration pour Palestiniens comme celui d'Ansar III dans la bande de Gaza. Ils parlent plus que jamais ouvertement de « purifier » l'« Etat juif » des Palestiniens. Cependant, il y a seulement quatre millions de Juifs au milieu de cent millions d'Arabes. Les dirigeants d'Israël mènent le peuple de langue hébraïque au suicide.

Israël est un piège mortel pour le peuple juif. Les travailleurs juifs ont intérêt à le reconnaître avant qu'ils ne soient soufflés avec le reste de l'humanité dans l'explosion finale que risquent de provoquer les fous du nucléaire à Jérusalem, plutôt que de renoncer à leur politique expansionniste. Ainsi l'humanité, et pas seulement le peuple israélien, a une dette envers le technicien nucléaire israélien Mordechaï Vanunu, qui a été jeté dans un cachot du Mossad pour avoir courageusement dévoilé au monde la puissance de l'arsenal nucléaire sioniste.

Il peut y avoir une place - une place entière - pour les Juifs, les Arabes, les Druzes, les Bédouins, les Kurdes, pour tous les peuples qui composent le patchwork national et religieux du Moyen-Orient. Mais pour qu'il en soit ainsi, les classes possédantes doivent être écrasées. Alors, les travailleurs pourront avec une confiance retrouvée imposer leur domination sur une nouvelle société égalitaire, respectant profondément ses différentes composantes nationales.

- Adapté de Workers Vanguard n° 468

Pas d'illusions dans la Pax americana !

« Intifada » : un an de soulèvement palestinien

Moins d'un mois après que l'administration Reagan a littéralement claqué la porte au nez de Yasser Arafat, le dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine, en refusant de l'autoriser à prendre la parole devant les Nations Unies, Washington a accepté de discuter directement avec l'OLP. Tandis qu'Arafat et plusieurs régimes arabes se félicitent de la « victoire historique » que représente pour eux un petit geste des plus grands criminels de guerre impérialistes au monde, Israël manifeste une irritation non dissimulée (et prévisible).

Itzhak Shamir, le premier ministre du Likoud, approuvé par le dirigeant « travailliste » Shimon Pérès, a fustigé la décision américaine, en insistant : « Nous ne sommes pas prêts à discuter avec l'OLP, et nous ne le serons jamais. » Après près de deux mois de chamailleries intestines pour former un nouveau gouvernement, Shamir argumente qu'une nouvelle coalition avec les travaillistes était devenue nécessaire « pour empêcher l'établissement d'un Etat palestinien ». La nouvelle coalition Parti travailliste-Likoud s'est engagée à accroître le nombre d'implantations israéliennes en Cisjordanie et à résister aux pressions américaines pour engager des négociations. La base de cette coalition, souligne Pérès, c'est « pas de négociations avec l'OLP ».

De leur côté, Reagan, Shultz et Bush affirment que si les Etats-Unis ont fini par accepter de rencontrer



Sica/Gamma-Liaison



Bakshhandagi/Black Star

Alors que la révolte des Palestiniens des territoires occupés ébranle la forteresse sioniste, l'OLP d'Arafat (à gauche) leur offre pour toute perspective celle d'un « mini-Etat »-bantoustan.

L'OLP, c'est simplement parce qu'Arafat a satisfait les conditions posées de longue date par Washington : qu'Arafat renonce au « terrorisme », reconnaisse Israël et accepte les résolutions 242 et 338 de l'ONU qui garantissent à Israël des « frontières sûres » en échange du retrait des territoires occupés. Mais il n'y a rien de fondamentalement nouveau dans la position de l'OLP. Depuis des années, plus ou moins depuis l'adoption, en 1974, de la revendication d'un mini-

Etat dans les territoires occupés, l'OLP a de fait accepté l'existence de l'Etat sioniste d'Israël.

En novembre dernier, lors de la réunion à Alger du Conseil national palestinien, Arafat a mis les points sur les i. Il concluait un an d'offensive diplomatique visant à capitaliser la sympathie suscitée au niveau international par le soulèvement palestinien dans les territoires occupés. L'objectif d'Arafat, c'est de faire pression sur les Etats-Unis

afin que ceux-ci forcent la main à leur allié israélien. Mais les Américains ont quand même forcé Arafat à ramper avant de dire oui.

Le lendemain de son discours à la session extraordinaire de l'ONU à Genève, et après de laborieuses négociations entre le Département d'Etat et l'OLP (pour lesquelles les Suédois jouaient le rôle d'intermédiaire), Arafat lisait une déclaration, en anglais, littéralement dictée mot pour mot, à la virgule près, par les Etats-Unis.

WASHINGTON MISE-T-IL SUR L'OLP ?

L'impérialisme américain a-t-il décidé de jouer la carte palestinienne et de laisser tomber ses partenaires-cadets israéliens ? Pour le moment, certainement pas. Israël joue toujours un rôle central dans les projets américains de forger un « consensus stratégique » antisoviétique au Moyen-Orient. Et une administration américaine qui aurait l'intention de rompre avec Israël aurait affaire au lobby sioniste aux Etats-Unis, lequel est considérable et influent. Mais l'intransigeance brutale des Israéliens face au soulèvement palestinien dans les territoires occupés a poussé à bout la patience des Américains. Dans le même temps, la répression de l'Intifada polarise la société israélienne, et encore bien davantage les Juifs américains. Les dirigeants américains s'inquiètent de ce que le Moyen-Orient pourrait leur péter à la figure.

Les Israéliens ont repoussé toutes les injonctions de leurs partenaires de Washington qui veulent les voir diminuer la répression brutale et gratuite dans les territoires occupés, et qu'ils arrêtent de faire obstacle au rapprochement avec les régimes arabes qui sont des Etats clients des Américains. Les

Suite page 15

La révolte des pierres et la « poigne de fer » sioniste

Après plus d'un an de révolte et de répression, des centaines de jeunes, de femmes et d'enfants palestiniens non armés ont été abattus par les troupes israéliennes, les « colons » fascistes et maintenant les escadrons de la mort. Des milliers de jeunes manifestants ont été sadiquement battus, bras et jambes délibérément brisés en guise de « leçon », ou littéralement enterrés vivants. Les balles en plastique tirées à bout portant tuent presque quotidiennement et le ministre de la guerre « travailliste », Itzhak Rabin, pavoise : « Le nombre grandissant de blessés reflète l'aptitude accrue des forces de défense israéliennes à traiter les émeutiers » (*Manchester Guardian Weekly*, 9 octobre 1988).

Pourtant, malgré la « poigne de fer » de la répression israélienne, l'Intifada continue. Aujourd'hui, les comités populaires palestiniens dirigent, en grande partie, la vie économique, so-

ciale et politique des villes et villages de la Cisjordanie et des camps de la bande de Gaza. Ils gèrent leurs propres écoles et hôpitaux, organisent les tours de garde et supervisent la moisson des récoltes. Les méprisables collaborateurs de l'Etat sioniste ont été balayés et les Palestiniens qui travaillaient comme policiers pour les occupants israéliens ont démissionné en masse.

Dans les premiers mois, l'explosion populaire a créé un état d'esprit triomphaliste au sein des cercles nationalistes palestiniens. Par exemple, Salim Tamari, professeur de sociologie à l'université de Bir Zeit, bastion du nationalisme et du radicalisme palestinien en Cisjordanie, s'est exclamé : « La plus grande puissance militaire en Méditerranée ne peut plus contenir le défi spontané d'une population civile dont le seul armement est les pavés des rues et l'absence de peur ». Aussi admirable et héroïque que soit cette révolte, elle a

coûté beaucoup de vies humaines aux Palestiniens.

Il y a un désir ardent compréhensible chez les militants palestiniens de se défendre les armes à la main. Mais, si la jeunesse palestinienne n'a pas troqué les pierres contre des fusils, ce n'est pas seulement parce qu'elle a un accès limité aux armes – elle peut s'en procurer. Il est évident pour tout le monde que les Israéliens réagiraient à toute tentative de transformer l'Intifada en une guerre de guérilla par un bain de sang sur une large échelle. Pendant la campagne législative, le premier ministre Itzhak Shamir (Likoud) a été clair : « Si les habitants arabes de Cisjordanie et de la bande de Gaza commencent à combattre les forces de sécurité israéliennes à l'aide d'armes à feu, plus rien ne resterait d'eux, et la révolte toucherait alors à sa fin » (*New*

Suite page 15